Clientèle des Particuliers
Conditions générales
de la Convention de compte
de dépôt

Au 1er février 2023

La présente Convention est conclue entre :

Milleis Banque, Société Anonyme au capital de 55 299 999,66 euros - Siège social : 2 avenue Hoche - 75008 Paris - Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 344 748 041 - Agréée et contrôlée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4 place de Budapest - 75436 Paris Cedex 09 - et l'Autorité des Marchés Financiers - 17 place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02 - en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, habilitée en qualité de teneur de compte conservateur - Immatriculation d'intermédiaire en assurance sur le registre ORIAS (www.orias.fr) n° 17002533,

ci-après la « Banque »,

Et :

Le client, personne physique n'agissant pas à de fins professionnelles, tel qu'identifié dans les Conditions particulières de la Convention de compte de dépôt,

ci-après le « Client ».

SOMMAIRE

Pages

Chapitre unique : Conditions générales d'ouverture et de fonctionnement du compte de dépôt	4
I. Disposition générales	4
II. Modalités d'ouverture du compte	4
III. Dispositions propres à certains comptes	5
IV. Dispositions relatives au fonctionnement du compte	7
V. Dispositions relatives aux moyens et services de paiement	8
VI. Mesures d'exécution	12
VII. Dispositions tarifaires et dates de valeur	13
VIII. Position débitrice du compte	13
IX. Garanties et compensation	13
X. Obligations des parties	14
XI. Durée, modification et réalisation de la Convention, transfert et clôture du compte	16
XII. Dispositions diverses	18
Annexe I : Conditions générales d'utilisation du service de notification d'opérations	21
I. Article préliminaire	21
II. Objet	21
III. Opération concernées	21
IV. Modes de notifications	21
V. Détails des notifications	21
VI. Conditions tarifaires associées au service	21
VII. Responsabilité et preuve	21
VIII. Modification	21
IX. Durée	21
X. Résiliation - Désinscription du service	21
XI. Informatique et libertés	22
Annexe II : Glossaire	23

PRÉAMBULE

La Convention de compte de dépôt, ci-après dénommée la « Convention », se compose des présentes Conditions générales de la Convention de compte de dépôt, des Conditions particulières et du Guide des conditions tarifaires en vigueur applicables à la Clientèle des Particuliers (ci-après les « Conditions tarifaires ») et de leurs annexes. Tous ces documents forment un tout indivisible et indissociable. Ils constituent le cadre contractuel régissant les engagements réciproques de la Banque et du Client.

Ces documents sont remis préalablement à l'ouverture d'un compte de dépôt. Le Client peut, à tout moment, obtenir les Conditions Générales de la Convention de compte ainsi que le Guide des conditions tarifaires auprès de son agence. Elles peuvent également être téléchargées sur le site internet milleis.fr. Certains produits et services font l'objet de contrats spécifiques en lien avec la Convention et en font partie intégrante, notamment les Conditions générales d'utilisation du service de banque en ligne Milleisnet.

Les termes figurant en gras dans la Convention font l'objet d'une définition dans le Glossaire joint en annexe 2 de la présente Convention.

Chapitre unique :

Conditions générales d'ouverture et de fonctionnement de compte de dépôt

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

A. Champ d'application

La présente Convention s'applique aux personnes physiques n'agissant pas pour des besoins professionnels. Le compte de dépôt doit uniquement enregistrer des opérations du Client relatives à sa seule vie privée, à l'exclusion de toutes opérations professionnelles. Elle s'applique aux différents comptes de dépôt ouverts par la Banque à son Client ainsi qu'aux services de paiement fournis par la Banque.

B. Objet

Les présentes Conditions Générales ont pour objet de définir les modalités d'ouverture, de fonctionnement et de clôture d'un compte de dépôt entre la Banque et le Client ainsi que de définir les modalités d'utilisation des services proposés dans le cadre de la Convention.

C. Nature du compte

Sauf contrat spécifique ou réglementation spéciale, le compte ouvert par le Client dans les livres de la Banque produira les effets juridiques attachés à un compte de dépôt.

D. Devise du compte

Par principe, la situation du compte dans son ensemble s'appréciera en euros.

En cas d'opération en devises (réalisée dans une monnaie autre que l'Euro), une commission de change sera facturée et le taux de change appliqué sera celui en vigueur à la date de traitement de l'Opération de paiement par le réseau international concerné, et non à la date de transaction elle-même. La conversion en euros, ou le cas échéant, dans la monnaie du compte du Client, est effectuée par le centre international concerné le jour du traitement de l'Opération de paiement et aux conditions de change du réseau.

E. Divers

Si l'une quelconque des dispositions substantielles de la Convention venait à être considérée comme nulle, les autres dispositions n'en conservent pas moins leur force obligatoire et la Convention fera l'objet d'une exécution partielle. Le non-exercice par la Banque d'un droit prévu par la Convention ne constitue pas une renonciation de sa part à ce droit. La Convention se substitue, pour les opérations conclues à compter de son entrée en vigueur, à la convention de compte qui aurait été signée antérieurement par le Client et la Banque. Les services qui ne seraient plus offerts dans le cadre de la présente Convention demeurent quant à eux régis par la Convention antérieurement en vigueur.

II. MODALITÉS D'OUVERTURE DU COMPTE

A. Informations à fournir à l'ouverture de compte et tout au long de la relation d'affaires - Abonnement au service de banque en ligne Milleisnet

La Banque demeure libre d'accepter ou de refuser l'ouverture du compte.

Avant d'entrer en relation, la Banque est tenue de faire certaines vérifications et doit notamment vérifier l'identité et le domicile du demandeur. L'ouverture de tout compte est ainsi subordonnée, notamment :

- à la présentation d'une pièce d'identité officielle en cours de validité comportant la photographie du demandeur ;
- à la production de justificatifs récents de domicile (dont la domiciliation fiscale) ;
- au dépôt d'un spécimen de signature du ou des Clients et de leurs Mandataires éventuels sous lesquels le compte peut fonctionner durant toute la durée de la relation du Client avec

la Banque ;

- le cas échéant, à la présentation des documents officiels justifiant des pouvoirs du ou des représentant(s) légal (aux) ou judiciaire(s) du Client si celui-ci est mineur ou majeur sous un régime de protection juridique ; et
- à la signature et à l'acceptation des Conditions particulières de la Convention dûment complétées. En cas d'ouverture de compte à distance, c'est-à-dire en l'absence de rencontre physique, la Banque exigera deux (2) pièces d'identité en cours de validité. La demande du Client devra être accompagnée d'un premier versement émis par le Client depuis un compte déjà ouvert à son nom auprès d'un établissement de crédit ou de paiement implanté dans l'**Espace Economique Européen** (EEE). À la réception du courrier confirmant l'ouverture du compte par la Banque, le Client pourra se rétracter dans les conditions fixées par l'article « Démarchage bancaire et financier/commercialisation à distance de services financiers » des présentes.

La Banque pourra demander au Client d'actualiser, lors de toute demande d'ouverture d'un compte ou périodiquement, tout ou partie des documents ou informations dont elle dispose ou de lui en communiquer de nouveaux, notamment en vertu de nouvelles dispositions légales ou réglementaires.

La Banque se réserve la possibilité de demander tout document ou information qu'elle estimerait nécessaire tout au long de la relation du Client avec la Banque.

De façon générale et pendant toute la durée de la Convention, le Client s'engage à informer la Banque, sans délai, sur **Support papier** ou sur un autre **Support durable** sur son espace personnel sécurisé Milleisnet accompagné de justificatifs, notamment de tout changement d'état civil, de capacité, de régime matrimonial, de statut (fiscal ou professionnel notamment), d'adresse (fiscale, postale ou électronique) et de coordonnées téléphoniques le concernant et concernant les éventuels garants, en produisant les justificatifs pertinents ainsi que de toute modification de sa signature dont un nouveau spécimen devra alors être déposé. Le Client devra en particulier signaler tout changement de domicile, étant entendu que toutes notifications et tous courriers adressés par la Banque seront valablement envoyés à la dernière adresse notifiée par le Client. La Banque ne saurait être tenue pour responsable en cas de manquement du Client à cette obligation et toute modification de situation qui n'aurait pas été signalée à la Banque lui est inopposable.

Le Client reconnaît qu'il lui appartient de satisfaire aux obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant, notamment au regard de sa nationalité et/ou de la réglementation applicable dans son pays, notamment, en matière fiscale, de réglementation douanière, financière avec l'étranger, et de réglementation des changes. Le Client reconnaît également qu'il lui incombe d'entreprendre toutes démarches utiles afin de s'assurer qu'il ne viendrait pas à solliciter de la Banque des produits ou services qui, en application de la loi de son pays d'origine, ou de tout autre pays qui le concernerait, seraient interdits ou requerraient de lui ou de la Banque une autorisation spéciale.

Dans le cadre de la réglementation américaine, la Banque a signé avec le trésor américain (IRS) un accord par lequel la Banque devient intermédiaire qualifié (QI) du trésor américain. Cet agrément oblige la Banque à s'assurer de la fiabilité des informations transmises par le Client en matière d'identité et de résidence fiscale et à lui demander de produire, le cas échéant, certains documents spécifiques. Dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale, la réglementation américaine « Foreign Account Tax Compliance Act » dite FATCA et la norme commune d'échange automatique de renseignements en matière fiscale de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) imposent à la Banque d'effectuer des diligences aux fins d'identifier les résidences fiscales de ses Clients et plus

spécifiquement d'identifier les « US Person » en application de la réglementation FATCA. A cet effet, la Banque collecte la documentation requise, notamment un formulaire d'auto certification et tous justificatifs, informations ou attestations nécessaires à l'établissement du statut fiscal du Client. Plus généralement, la Banque ne peut être tenue responsable de l'éventuelle commission d'une infraction concernant le Client à cet égard.

Conformément à la réglementation européenne DAC 6 (Directive on Administrative Coopération), qui impose l'identification et la déclaration des dispositifs transfrontières fiscalement agressifs, la Banque, au regard des éléments dont elle a connaissance, lorsqu'elle analyse une opération comme déclarable, en informera directement le Client, utilisateur ou partie au dispositif transfrontière identifié. La Banque proposera au Client de procéder à la levée du secret bancaire et lui notifiera ses obligations déclaratives, ou le cas échéant, adressera la notification à tout autre intermédiaire participant à l'opération. En cas d'accord exprès du Client, la Banque effectuera la déclaration du dispositif auprès de l'administration fiscale. À défaut d'accord exprès du Client dans les délais requis par la Banque, le client devra effectuer la déclaration du dispositif à l'administration fiscale au regard de l'analyse qu'il en fera.

En procédant à l'ouverture d'un compte de dépôt, le Client accepte de s'abonner au service de banque en ligne Milleisnet. Cette acceptation se matérialise par la remise des Conditions générales d'utilisation du service de banque en ligne Milleisnet et par la signature des Conditions particulières de la Convention de compte de dépôt.

B. Prise d'effet

L'ouverture du compte de dépôt ne deviendra définitive et ne produira tous ses effets qu'à compter de la date d'envoi par la Banque au Client de la lettre de confirmation de cette ouverture. Le Client ne pourra réaliser des opérations sur son compte qu'à compter de cette date.

C. Ouverture d'un compte sur désignation de la Banque de France et services bancaires de base

Sur désignation de la Banque de France, et conformément aux dispositions de l'article L. 312-1 du Code monétaire et financier, la Banque ouvrira au Client un compte de dépôt et lui fournira gratuitement les services bancaires de base suivants :

- l'ouverture, la tenue et la clôture du compte ;
- un changement d'adresse par an ;
- la délivrance à la demande de relevés d'identité bancaire ;
- la domiciliation de virements bancaires ;
- la fourniture mensuelle d'un relevé des opérations effectuées sur le compte ;
- l'encaissement de chèques et de virements bancaires ;
- les paiements par **Prélèvement SEPA**, Titre Interbancaire de Paiement SEPA (TIP SEPA) ou par **Virement SEPA**, ce dernier pouvant être réalisé aux guichets ou à distance ;
- des moyens de consultation à distance du solde du compte ;
- les dépôts ou les retraits d'espèces au guichet ou aux distributeurs automatiques de l'organisme teneur de compte ;
- une **Carte de paiement** à autorisation systématique dont chaque utilisation est autorisée par la Banque permettant notamment le paiement d'opérations sur internet et le retrait d'espèces dans l'Union européenne ;
- deux formules de chèques de banque par mois ;
- la réalisation d'opérations de caisse.

Le compte devra impérativement fonctionner en position créditrice. Le compte pourra être clôturé :

- à l'initiative du Client : le Client peut demander la clôture de son compte à tout moment sans respecter de délai de préavis. La demande de clôture devra être formulée par écrit sur Support papier.
- à l'initiative de la Banque : la Banque peut clôturer le compte de sa propre initiative, par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant le respect d'un délai de préavis de deux mois. La clôture du compte pourra intervenir pour les motifs prévus par la loi.

III. DISPOSITIONS PROPRES À CERTAINS COMPTES

A. Comptes collectifs

Un compte collectif est un compte ouvert entre deux ou plusieurs titulaires, quels que soient les liens entre ces titulaires. Ce compte peut être joint ou indivis. Les formalités d'ouverture du compte décrites ci-dessus sont applicables à chaque co-titulaire.

A.1. Compte joint

A.1.1. Fonctionnement

Le compte joint est un compte avec solidarité active et passive. Ainsi, les actes accomplis par l'un quelconque des co-titulaires engagent l'ensemble des co-titulaires du compte indivisiblement et solidairement.

- **Solidarité active** : chaque co-titulaire peut, sous sa seule signature, faire fonctionner le compte sans le concours de l'autre (ou des autres) tant au crédit qu'au débit, quelle que soit l'origine des fonds. Chacun des co-titulaires du compte a sur celui-ci les mêmes pouvoirs que ceux que la Convention confère au titulaire d'un compte individuel, sous réserve des dispositions relatives à la procuration et à la clôture du compte.

- **Solidarité passive** : chacun des co-titulaires est obligé, solidairement et indivisiblement, au remboursement de l'intégralité du solde débiteur du compte. La Banque pourra donc demander à chacun des titulaires le remboursement de toute somme qui lui est due et ce, quel que soit le titulaire à l'origine de la créance de la Banque.

Les avis et relevés de compte, toute correspondance et, d'une façon générale, toute information émanant de la Banque sont adressés, à défaut de précisions conjointes et écrites des co-titulaires, au premier nommé dans les Conditions particulières. Chaque co-titulaire a la possibilité de demander à tout moment l'expédition des relevés de compte à une adresse distincte de celle du co-titulaire premier dénommé ou de les recevoir par voie électronique. Un mineur non émancipé ou un majeur faisant l'objet d'une mesure de protection juridique ne peut pas être co-titulaire d'un compte joint.

A.1.2. Désignation d'un responsable en cas d'émission de chèque sans provision

L'émission d'un chèque sans provision est régie par les dispositions de l'article « Chèque sans provision » de la présente Convention.

A.1.3. Incidents relatifs au fonctionnement du compte joint

Lorsqu'une mesure d'exécution (saisie-attribution, SATD...) porte sur un compte joint, il y a blocage de la totalité du compte joint sans possibilité d'isoler les sommes du co-titulaire non frappé par la mesure d'exécution. Le co-titulaire non concerné par la mesure d'exécution devra faire valoir ses droits auprès de la Banque. La Banque laisse automatiquement à disposition immédiate du Client faisant l'objet d'une quelconque mesure d'exécution, une somme à caractère alimentaire d'un montant égal à celui du revenu de solidarité active pour un allocataire seul dans la limite du solde créditeur du ou des comptes détenus dans la Banque par le Client au jour de la saisie.

Les frais perçus au titre de chaque mesure d'exécution sont précisés dans les Conditions tarifaires en vigueur et restent définitivement acquis à la Banque, même si la mesure d'exécution demeure sans effet.

A.1.4. Co-titulaire faisant l'objet d'une mesure de protection juridique

En cas de placement d'un co-titulaire majeur sous un régime de protection juridique (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle, mandat de protection future, habilitation familiale), le compte joint sera bloqué dès que la décision du juge des tutelles aura été portée à la connaissance de la Banque, et ce, en vue de sa clôture ou de sa transformation. L'intervention de tous les titulaires et du mandataire ou du représentant du majeur protégé, avec l'accord du juge des tutelles si nécessaire, est requise pour l'affectation du solde.

A.1.5. Décès de l'un des co-titulaires

En cas de décès de l'un des co-titulaires porté à la connaissance de la Banque par un document officiel, le compte joint ne sera pas bloqué sauf en cas d'opposition par lettre recommandée avec accusé de réception d'un ayant droit du co-titulaire décédé justifiant de sa qualité ou du notaire chargé de la succession. Le compte joint continuera de

fonctionner sous la signature du co-titulaire survivant ou de l'un ou l'autre des co-titulaires survivants. S'il ne reste qu'un seul titulaire, le compte sera automatiquement transformé en compte mono-titulaire, en maintenant le même numéro de compte que celui associé au compte joint et sans nécessiter la signature d'une nouvelle convention de compte. Les procurations consenties par les co-titulaires seront automatiquement caduques suite au décès de l'un des co-titulaires. Si le(s) co-titulaire(s) survivant(s) souhaite(nt) mettre en place une nouvelle procuration, il conviendra de formaliser une nouvelle demande auprès de la Banque.

A.1.6. Dénonciation de la solidarité

Le compte joint peut être dénoncé à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre signée remise à son agence, par l'un des co-titulaires. La dénonciation prendra effet au jour de la réception par la Banque de cette notification et ses effets sont irréversibles. La Banque avisera l'ensemble des autres co-titulaires de la dénonciation. Cette dénonciation a pour effet de mettre fin pour l'avenir à la solidarité active. Elle met également fin aux éventuelles procurations consenties sur le compte joint. Le co-titulaire qui a dénoncé le compte joint reste tenu solidairement avec les autres co-titulaires du solde débiteur du compte au jour de la réception par la Banque de cette notification, ainsi que des engagements découlant des opérations en cours à cette date.

Le compte sera transformé en compte indivis et ne fonctionnera que sur les signatures conjointes de l'ensemble des co-titulaires. Chaque co-titulaire devra restituer les formules de chèques et les autres moyens de paiement en sa possession et en celle de ses Mandataires éventuels, étant précisé que chaque co-titulaire reste responsable de l'utilisation des Instruments de paiement ayant pu être délivrés sur ce compte et non restitués.

A.1.7. Retrait d'un co-titulaire

Chaque co-titulaire peut se retirer du compte joint à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre signée remise à son agence. Le retrait prendra effet au jour de la réception par la Banque de cette notification et ses effets sont irréversibles. La Banque avisera l'ensemble des autres co-titulaires de ce retrait. Ce retrait met également fin aux éventuelles procurations consenties sur le compte joint. Le co-titulaire qui se retire reste tenu solidairement avec les autres co-titulaires du solde débiteur du compte au jour de la réception par la Banque de cette notification, ainsi que des engagements découlant des opérations en cours à cette date.

A.1.8. Clôture du compte joint

La clôture du compte joint ne pourra intervenir que sur la signature conjointe de tous les co-titulaires notifiée à la Banque par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre signée remise à leur agence. Le retrait des fonds et valeurs ne s'effectuera qu'avec la signature conjointe de tous les co-titulaires. Si le compte présente un solde débiteur, les co-titulaires seront tenus solidairement à son remboursement. La clôture du compte joint devra s'accompagner, le cas échéant, de la restitution de tous les Instruments de paiement, y compris ceux encore en la possession des Mandataires éventuels.

A.2. Compte indivis

A.2.1. Fonctionnement

Le compte indivis est un compte ouvert au nom de plusieurs co-titulaires assorti de la seule solidarité passive. Le compte indivis fonctionne sur les signatures conjointes de tous les co-titulaires du compte et/ou de leur Mandataire respectif, ou sur la signature d'un Mandataire commun ou, s'il(s) existe(nt), sous la signature du (des) gérant(s) de l'indivision.

Les co-titulaires du compte sont tenus solidairement envers la Banque de tous les engagements contractés dans le cadre de la Convention.

Les avis et relevés de compte, toute correspondance et, d'une façon générale, toute information émanant de la Banque sont adressés, à défaut de précisions conjointes et écrites des co-titulaires,

au premier nommé dans les Conditions particulières ou au(x) gérant(s) de l'indivision s'il(s) existe(nt). Chaque co-titulaire a la possibilité de demander à tout moment l'expédition des relevés de compte à une adresse distincte de celle du co-titulaire.

A.2.2. Désignation d'un responsable en cas d'émission de chèque sans provision

L'émission d'un chèque sans provision est régie par les dispositions de l'article « Chèque sans provision » de la présente Convention.

A.2.3. Incidents relatifs au fonctionnement du compte indivis

Lorsqu'une mesure d'exécution (saisie-attribution, SATD...) porte sur un compte indivis, il y a blocage de la totalité du compte indivis sans possibilité d'isoler les sommes du ou des co-titulaire(s) non frappé(s) par la mesure d'exécution. Le ou les co-titulaire(s) non concerné(s) par la mesure d'exécution devra(ont) faire valoir ses (leurs) droits auprès de la Banque.

Les frais perçus au titre de chaque mesure d'exécution sont précisés dans les Conditions tarifaires en vigueur et restent définitivement acquis à la Banque, même si la mesure d'exécution demeure sans effet.

A.2.4. Co-titulaire faisant l'objet d'une mesure de protection juridique

En cas de placement d'un co-titulaire majeur sous un régime de protection juridique (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle, mandat de protection future, habilitation familiale), le compte n'est pas bloqué et continue de fonctionner normalement. En revanche, le co-titulaire placé sous un régime de protection juridique fera fonctionner le compte selon les règles légales de son régime de protection.

A.2.5. Décès de l'un des co-titulaires

En cas de décès de l'un des co-titulaires porté à la connaissance de la Banque par un document officiel, le compte indivis sera bloqué. Les sommes figurant au compte le jour du décès ne pourront être retirées que sur signature conjointe, d'une part, de tous les autres co-titulaires et, d'autre part, des ayants droit du défunt ou du notaire chargé de la succession. Les procurations deviennent caduques à la date du décès.

A.2.6. Retrait d'un co-titulaire - clôture du compte indivis

A.2.6.1. Retrait d'un co-titulaire

Chaque co-titulaire peut se retirer à tout moment du compte indivis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre signée remise à son agence. La Banque avisera l'ensemble des autres co-titulaires de ce retrait. Ce retrait met fin à toutes les procurations données ensemble par les co-titulaires. Le compte indivis demeure ouvert au nom des autres co-titulaires restants ou sera automatiquement transformé en compte individuel s'il n'y avait que deux co-titulaires. Il est précisé que si le co-titulaire se retirant entend disposer dans le cadre de son retrait d'une quote-part des actifs détenus sur le compte indivis, il devra pour ce faire obtenir l'accord écrit préalable de tous les co-titulaires restants. Toutefois, si le compte présentait une position débitrice, au jour où le retrait prend effet, les co-titulaires seront tenus solidairement à son remboursement et la Banque serait en droit d'exiger le paiement de ce solde de l'un d'eux, y compris du co-titulaire qui se retire.

A.2.6.2. Clôture du compte indivis

La clôture du compte ne pourra intervenir que sur la signature conjointe de tous les co-titulaires notifiée à la Banque par lettre recommandée avec avis de réception ou par lettre signée remise à leur agence. Si ce dernier présente un solde débiteur, les co-titulaires seront tenus solidairement à son remboursement. Dans le cas contraire, le retrait du solde créateur ne pourra s'opérer que sous leurs signatures conjointes.

B. Compte des personnes protégées

B.1. Compte ouvert à un mineur non émancipé

L'ouverture d'un compte à un mineur non émancipé est demandée par son représentant légal en cas d'autorité parentale exercée par un parent unique ou par les deux représentants légaux en cas d'autorité parentale exercée conjointement par les deux parents. Toute demande de souscription, de modification et de résiliation d'un service lié au fonctionnement du compte pourra être réalisée, soit par son représentant légal en cas d'autorité parentale exercée par un parent unique, soit par un de ses représentants légaux lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux parents.

Le représentant légal est habilité à agir au nom du mineur et pourra faire fonctionner le compte du mineur et utiliser les services souscrits dans le cadre de la présente Convention jusqu'à sa majorité.

Le représentant légal s'assurera de l'étendue de ses pouvoirs et s'engage à n'effectuer d'actes que conformément au régime de protection juridique applicable au mineur qu'il représente.

Dans tous les cas, en fonction du montant de l'opération envisagée sur le compte concerné, la Banque pourra demander leur accord aux deux représentants légaux du mineur.

Le transfert comme la clôture du compte devront être demandés par le représentant légal en cas d'autorité parentale exercée par un parent unique ou par les deux représentants légaux en cas d'autorité parentale exercée conjointement par les deux parents.

B.2. Compte ouvert à un majeur faisant l'objet d'une mesure de protection juridique

L'ouverture d'un compte à un majeur protégé est demandée par son représentant légal sur présentation de la décision de justice le nommant et, le cas échéant, autorisant une telle ouverture. En cas de survenance d'une mesure de protection juridique des majeurs (notamment sauvegarde de justice, curatelle ou tutelle ou habilitation familiale) pendant la durée de la relation, le Client ou son représentant légal doit en informer la Banque et lui remettre la décision de justice instaurant la mesure de protection ainsi que restituer, le cas échéant, les Instruments de paiement détenus par la personne devenue majeur protégé.

Le compte ouvert au nom d'un majeur protégé fonctionne, selon le cas, sous la signature des administrateurs, mandataires, mandataires spéciaux, tuteurs ou curateurs désignés dans les conditions prévues par la loi et après autorisation, le cas échéant, des autorités judiciaires compétentes pour les opérations soumises à autorisation.

Le mandataire, mandataire spécial, curateur ou tuteur est responsable de la régularité du fonctionnement du compte du majeur protégé au regard des dispositions du Code civil.

B.3. Mise en œuvre d'un mandat de protection future

Le mandat de protection future permet à une personne (mandant) de désigner à l'avance la ou les personnes (mandataire(s)) qu'elle souhaite voir être chargée(s) de veiller sur sa personne et/ou sur tout ou partie de son patrimoine, pour le jour où elle ne serait plus en état physique ou mental de le faire seule.

Le mandat de protection future peut être établi par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Dans l'hypothèse où le mandat est établi par acte notarié, le mandataire peut procéder à des actes de disposition.

Dans l'hypothèse où le mandat est établi par acte sous seing privé, le mandataire ne peut procéder qu'à des actes d'administration. Pour les actes de disposition, une autorisation du juge des tutelles sera nécessaire. Le mandataire doit justifier de son identité, de ses pouvoirs et déposer sa signature.

IV. DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DU COMPTE

A. Procurations

Le Client (le « Mandant ») peut, sous sa responsabilité, donner à une ou plusieurs personnes (le ou les « Mandataire(s) ») une procuration pour faire fonctionner son ou ses compte(s), pour autant que le Mandataire ne soit pas interdit judiciaire.

La Banque peut exiger que la procuration soit notariée. Lorsqu'il s'agit d'un compte joint, la procuration donnée à un tiers doit être autorisée par tous les titulaires du compte. La procuration donnée pour faire fonctionner le compte indivis au nom de tous les indivisaires doit être autorisée par tous les co-titulaires du compte. La Banque pourra, notamment pour des motifs liés à la capacité ou au discernement, ne pas accepter le mandat ou refuser d'agréer le Mandataire choisi par le Client. Dans ce cas, la Banque en avise ce dernier, sans communiquer une information relevant du secret professionnel.

La Banque peut refuser toute procuration, dont la complexité ne serait pas compatible avec ses contraintes de gestion.

La procuration peut être soit générale soit spéciale.

La procuration spéciale ne confère au Mandataire que le droit d'effectuer une ou plusieurs opérations, ou un ou plusieurs types d'opérations limitativement énumérées et ne peut être consentie qu'avec l'accord exprès et préalable de la Banque.

La procuration générale doit être formalisée par la signature d'un acte spécifique, mis à disposition par la Banque.

Le Mandataire engage la responsabilité du titulaire du compte. Tout Mandataire éventuellement désigné pour faire fonctionner le compte doit également justifier de son identité et de son domicile. La procuration prend fin :

- en cas de renonciation par le Mandataire ou de révocation par le Mandant. Lorsqu'elle est donnée par tous les co-titulaires d'un compte joint ou d'un compte indivis, la procuration prend fin en cas de révocation par l'un des co-titulaires. Cette renonciation ou révocation prend effet à compter de la réception par la Banque d'une notification sur Support papier. Il appartient au Mandant ou au Mandataire, selon les cas, d'informer l'autre partie (ou les autres parties) de la révocation ou de la renonciation et de la restitution des Instruments de paiement en sa possession ;
- en cas de dénonciation par l'un des co-titulaires de la solidarité dans le cadre d'un compte joint et en cas de retrait de l'un des co-titulaires d'un compte joint ou indivis ;
- en cas de décès du Mandant ou du Mandataire porté à la connaissance de la Banque par un document officiel (tous comptes) ;
- en cas de mesure de protection juridique, frappant le Mandant, l'un des co-titulaires du compte joint ou du compte indivis ou le Mandataire ;
- à l'initiative de la Banque informant le Client qu'elle n'agréé plus le Mandataire, en motivant son refus ;
- automatiquement en cas de clôture du compte.

En conséquence, le Mandataire n'aura plus aucun pouvoir pour faire fonctionner le compte ou accéder aux informations concernant celui-ci même pour la période durant laquelle la procuration lui avait été conférée, y compris via le service de banque en ligne Milleisnet. En outre, il sera tenu de restituer sans délai à la Banque tous les Instruments de paiement en sa possession.

Dans tous les cas, le titulaire du compte demeure personnellement et solidairement responsable de l'intégralité des opérations réalisées par le Mandataire sur le compte.

B. Les opérations

B.1. Les opérations au crédit

Le Client peut effectuer au crédit les opérations suivantes :

- virements reçus ;
- remises de chèques ;
- prélèvements reçus.

B.2. Les opérations au débit

Les opérations au débit sont effectuées à la condition expresse que le compte présente une provision préalable, suffisante et disponible, ou dispose d'une autorisation de découvert ou d'une facilité de caisse.

Le Client peut effectuer au débit les opérations suivantes :

- retraits d'espèces ;
- paiement de chèques émis ;
- paiements par Carte bancaire ;
- virements émis ;
- toutes autres Opérations de paiement : Prélèvement SEPA, TIP SEPA.

C. Exécution des instructions données par le Client

Les instructions relatives à l'exécution de la Convention, ainsi que des contrats que le Client pourrait souscrire relativement à des produits et services n'entrant pas dans le champ de la Convention, seront données par le Client sur Support papier ou sur un autre Support durable.

Pour les instructions données sur Support papier, la Banque procédera à leur exécution, dès lors que la signature aura une apparence conforme au(x) spécimen(s) déposé(s) par le Client. Toute instruction donnée sur un Support durable autre que le papier ne pourra être effectuée que dans le cadre des fonctionnalités des services offerts par Milleisnet mentionnées dans les Conditions générales d'utilisation du service de banque en ligne Milleisnet.

La Banque demeure libre d'exiger du Client toutes les indications destinées à s'assurer de son identité. Elle n'encourra aucune responsabilité en refusant l'exécution d'instructions données par une personne dont l'identification ne lui aura pas semblé suffisante. Lorsqu'il y a confirmation écrite d'une instruction déjà donnée par téléphone, le Client doit faire référence à l'instruction précédemment donnée. À défaut, la Banque ne pourra voir sa responsabilité engagée pour avoir exécuté une seconde fois l'instruction, sauf faute lourde de sa part.

D. Relevés de compte

La Banque tiendra les écritures et rendra compte périodiquement de toutes opérations au crédit et au débit qui ont affecté le compte. Elle établira et adressera au Client des relevés périodiques qu'il vérifiera en vue de signaler immédiatement toute erreur ou omission.

Toute annulation d'opérations figurera sur le relevé de compte à titre d'information.

Si le compte a enregistré des opérations, chaque mois, un relevé de compte gratuit sera fourni sur Support papier au Client ou mis à sa disposition sur un autre Support durable sur son espace personnel sécurisé Milleisnet, selon le choix opéré par le Client. Les écritures figurant sur le relevé de compte comportent deux dates :

- la date d'inscription en compte ou date d'opération destinée à déterminer la position du compte ;
- la date de valeur tenant compte des délais nécessaires à la matérialisation de l'opération (par exemple, lorsque le Client remet un chèque à l'encaissement, la date de valeur tient compte du délai d'encaissement par la Banque de ce chèque).

À l'exception des demandes de remboursement des Opérations de paiement (Virements SEPA, Prélèvements SEPA, TIP SEPA, opérations par Carte bancaire), les réclamations relatives aux autres opérations apparaissant sur les relevés de compte devront être adressées à l'agence sur Support papier ou sur un autre Support durable dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception des relevés de compte par le Client. La Banque recommande de conserver les relevés de compte au moins cinq (5) ans.

E. Récapitulatif annuel

Au cours du mois de janvier de chaque année, un récapitulatif annuel des frais perçus par la Banque l'année civile précédente dans le cadre de la tenue et de la gestion de son compte de dépôt sera fourni sur Support papier au Client ou mis à sa disposition sur un autre Support durable sur son espace personnel sécurisé Milleisnet, selon le choix opéré par le Client.

F. Identifiant international du compte

La Banque délivre à chaque Client des identifiants internationaux du compte (**IBAN**) correspondant à son compte. Il mentionne également l'identifiant international de la Banque (**BIC**).

V. DISPOSITIONS RELATIVES AUX MOYENS ET SERVICES DE PAIEMENT

A. Dispositions générales

A.1. Dispositions communes à tous les instruments de paiement

La Banque offre à son Client des **Services de paiement** lui permettant d'assurer la gestion de son compte et d'effectuer des Opérations de paiement à partir de son compte. Ces Opérations de paiement peuvent être effectuées par le Client au moyen de chèques, virements, prélèvements ou Cartes bancaires, sous réserve que le compte soit suffisamment provisionné ou que le Client ne fasse pas l'objet d'une mesure d'interdiction ou que le compte ne soit pas bloqué. Le Client peut également, pour autant que la Banque offre ce service, initier des Opérations de paiement au moyen d'**Instruments de paiement** dotés de **Données de sécurité personnalisées**. Le Client utilise les Instruments de paiement mis à sa disposition conformément aux conditions régissant leur délivrance et leur utilisation. Les conditions d'utilisation sont précisées dans la Convention. Tout

nouveau service de paiement fera l'objet d'une mise à jour de la Convention ou d'un contrat ad hoc.

Le Client s'engage à constituer et à maintenir la provision nécessaire au paiement de toutes Opérations de paiements sur son compte. La Banque informe le Client que lors de la délivrance de formules de chèques ou d'une Carte bancaire, elle consulte le Fichier Central des Chèques (FCC) géré par la Banque de France.

Dans certaines situations, la Banque peut également consulter le Fichier national des Incidents de remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) avant l'attribution d'Instruments de paiement. Les Instruments de paiement délivrés par la Banque doivent être conservés avec le plus grand soin par le Client ou son (ses) Mandataire(s), sous la responsabilité du Client. Le Client prend notamment toute mesure raisonnable pour préserver la sécurité de ses Données de sécurité personnalisées. Ces obligations s'appliquent notamment aux chèquiers, cartes, mots de passe, codes et à toute procédure convenue entre le Client et la Banque. En cas de perte, de vol, du détournement ou de toute utilisation non autorisée des Instruments de paiement, le Client doit en informer sans tarder la Banque, ou l'entité désignée par celle-ci, dans les conditions prévues dans la Convention ou dans des contrats spécifiques.

La Banque se réserve la faculté d'apprécier à tout moment le bien-fondé de la délivrance au Client de Services et Instruments de paiement en fonction de la situation de son compte, de la détérioration de sa situation financière ou d'incidents répétés imputables au Client. Si la Banque a délivré des Instruments de paiement, elle peut, sur ce fondement et à tout moment, en demander la restitution au Client, par lettre recommandée avec accusé de réception.

A.2. Dispositions communes aux services et instruments de paiement autres que le chèque

Sont concernées :

- les Opérations de paiement effectuées en euros ou dans une autre monnaie de l'EEE impliquant des Prestataires de services de paiement situés sur le territoire de la France métropolitaine, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Martin ou encore dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou au sein de l'EEE ;
- les Opérations de paiement réalisées dans une devise d'un Etat hors de l'EEE impliquant un Prestataire de services de paiement situé sur le territoire de la France métropolitaine, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Martin ou encore dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou au sein de l'EEE, pour ce qui concerne les parties de l'Opération de paiement qui sont effectuées dans l'Union européenne, à l'exception de certaines dispositions relatives aux frais prélevés sur des transferts ainsi qu'aux délais d'exécution et dates de valeur ; les Opérations de paiement, quelle que soit la devise de l'opération, impliquant un prestataire situé dans un Etat en dehors de l'EEE pour ce qui concerne les parties de l'Opération de paiement qui sont effectuées dans l'Union Européenne, à l'exception de certaines dispositions relatives aux délais d'exécution, à la responsabilité des prestataires en cas d'opérations mal exécutées, au régime spécifique de remboursement de certaines Opérations de paiement par prélèvement ou Carte bancaire ainsi qu'aux frais applicables en l'absence de conversion monétaire.

Lorsque le Client est payeur et que les Opérations de paiement sont réalisées par la Banque, quelle que soit la devise de l'opération, à destination d'un prestataire bénéficiaire situé dans un Etat en dehors de l'EEE, certaines dispositions sont applicables à l'intégralité de l'opération. Ces dispositions seront précisées au sein de la présente Convention.

B. Dispositions relatives aux chèques

B.1. Délivrance de formules de chèques

Le Client, qui ne fait pas l'objet d'une interdiction bancaire et/ ou judiciaire, peut demander la délivrance d'un chéquier. L'expédition d'un premier chéquier se fera par lettre recommandée avec accusé de réception et tout renouvellement par lettre simple, sauf choix exprès contraire du Client.

Conformément aux dispositions en vigueur, la Banque peut refuser, par décision motivée, de délivrer au Client un chéquier. Elle peut également, à tout moment, par décision motivée, demander la restitution des chèquiers antérieurement délivrés.

Par ailleurs, le Client (ou son représentant légal et ses éventuels Mandataires) a l'obligation de le faire en cas d'interdiction bancaire, et ce, à première demande de la Banque, ou de clôture de compte. Les chèques sont pré-barrés et non endossables, sauf en faveur d'une banque, d'un établissement assimilé ou d'un établissement de paiement.

Le Client s'interdit d'utiliser des formules autres que celles délivrées ou agréées par la Banque.

D'une manière générale, le Client s'interdit d'apporter toute modification aux formules qui lui sont remises.

Des chèques de banque établis à l'ordre de **Bénéficiaires** dénommés pourront être établis au tarif en vigueur sur demande du Client et sous réserve du débit préalable ou du blocage, selon le cas, de la provision correspondante.

B.2. Chèques remis à l'encaissement

Le Client peut remettre des chèques à l'encaissement sur son compte en les adressant par courrier simple à l'agence ou en les remettant directement à ladite agence. Le Client endosse les chèques dont il est Bénéficiaire avant de les remettre à l'encaissement.

Le montant de la remise est porté au crédit du compte du Client. Toutefois, la Banque pourra procéder, après crédit en compte, à des écritures de contre-passation, à réception de tout impayé ou en cas de contestation de l'opération, quel qu'en soit la date ou le motif.

La Banque peut être amenée à accepter des rejets de chèques remis à l'encaissement dans certaines conditions prévues par la réglementation interbancaire.

B.3. Chèque sans provision

Lors de l'émission d'un chèque, le Client doit s'assurer de l'existence préalable de la provision et de sa disponibilité. Il doit par ailleurs veiller au maintien de la disponibilité de celle-ci jusqu'à la présentation au paiement du chèque.

À défaut de provision suffisante, la Banque peut refuser le paiement du chèque, après avoir informé le Client par tous moyens appropriés mis à sa disposition, des conséquences du défaut de provision. En cas de refus de paiement, la Banque adressera au Client une lettre d'injonction qui emporte interdiction d'émettre des chèques jusqu'à parfaite régularisation ou, à défaut, pendant une durée de cinq (5) années à compter de l'injonction de la Banque de ne plus émettre de chèques sur tous les comptes dont il est titulaire ou co-titulaire, tous établissements confondus, et obligation de restituer sans délai tous les chéquiers en sa possession et en celle de son Mandataire. La Banque en informera le(s) Mandataire(s) du Client. Lorsque l'émission d'un chèque sans provision suffisante est le fait de l'un quelconque des titulaires d'un compte joint ou indivis, et à défaut pour les titulaires d'avoir désigné celui d'entre eux qui se verra seul appliquer les dispositions ci-dessus, tous les co-titulaires sont frappés de l'interdiction d'émettre des chèques sur l'ensemble de leurs comptes.

Si l'un des co-titulaires est, d'un commun accord, désigné comme responsable unique, au sens de la réglementation, il se voit seul appliquer les mesures d'interdiction sur l'ensemble de ses comptes, les autres co-titulaires n'étant frappés que d'une impossibilité de faire fonctionner le compte sur lequel a eu lieu l'incident.

En cas d'émission de chèque sans provision par un Mandataire, l'interdiction frappe le Client.

L'incident de paiement est déclaré à la Banque de France et enregistré au Fichier National des Chèques Irréguliers (FNCI), ainsi qu'au FCC. Les frais occasionnés par le rejet d'un chèque sont à la charge du Client, tels qu'indiqués dans les Conditions tarifaires en vigueur. Le Client peut recouvrer la faculté d'émettre des chèques, avant l'expiration du délai de cinq (5) ans, dès lors qu'il régularise l'incident ayant provoqué l'interdiction, ainsi que l'ensemble des incidents survenus postérieurement tant dans les livres de la Banque que dans ceux de tous les autres établissements de crédit. La régularisation peut se faire par deux (2) moyens :

- par le règlement direct du montant du chèque impayé au Bénéficiaire. Le Client doit alors prouver la régularisation en remettant le chèque à la Banque ; ou

- par la constitution d'une provision suffisante et disponible destinée à payer le chèque lors d'une nouvelle présentation. La provision doit demeurer sur le compte pendant un (1) an, à moins que le Client ne justifie avoir directement payé le Bénéficiaire avant l'expiration de ce délai.

B.4. Opposition au paiement d'un chèque

En cas de perte, de vol ou d'utilisation frauduleuse de formules de chèques ou de chéquiers, ou en cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire du porteur, le Client doit faire opposition dans les plus brefs délais auprès de la Banque. Cette opposition peut être formulée :

- par écrit sur Support papier ou sur un autre Support durable, en précisant le motif de l'opposition et en indiquant, dans la mesure du possible, les éléments permettant d'identifier le ou les chèques concernés ;

- par téléphone, étant précisé que cette opposition par téléphone devra être confirmée par écrit sur Support papier ou sur un autre Support durable, sans délai, dans les mêmes conditions ci-dessus. À défaut de confirmation écrite, la Banque ne pourra pas prendre en compte cette opposition.

Toute opposition faite pour un motif non prévu par les textes en vigueur expose son auteur à des sanctions pénales.

En cas d'opposition, la Banque est en droit de bloquer la provision du ou des chèques litigieux jusqu'à ce qu'il soit statué judiciairement sur son bien-fondé, ou que le Client en donne mainlevée.

L'opposition au paiement d'un chèque motivée par la perte ou le vol enregistrée par Banque fera l'objet d'une déclaration au FNCI tenu par la Banque de France.

Toute opposition donne lieu à la perception de frais par la Banque tels qu'indiqués dans les Conditions tarifaires en vigueur.

C. Retraits d'espèces

Le Client ou son Mandataire peut effectuer des retraits d'espèces depuis son compte dans les distributeurs automatiques en France ou à l'étranger. Les retraits d'espèces à l'étranger peuvent faire l'objet d'une tarification forfaitaire à l'opération précisée dans les Conditions tarifaires en vigueur de la Banque.

Le Client doit, préalablement à chaque retrait d'espèces, sous sa responsabilité, s'assurer de l'existence au compte d'un solde suffisant et disponible, et le maintenir jusqu'au débit correspondant.

D. Dispositions relatives aux Cartes bancaires

Les caractéristiques et les conditions de fonctionnement de la Carte bancaire sont définies par le Contrat Porteur cartes bancaires, remis au Client au moment de la souscription du produit.

Si la Banque refuse de délivrer une Carte bancaire, après consultation du FCC, le demandeur est en droit de présenter des observations sur sa situation bancaire et financière personnelle, notamment sur les circonstances de son inscription dans le FCC. L'Ordre de paiement donné au moyen de la carte est irrévocable. Toutefois, le titulaire de la Carte bancaire pourra faire opposition au paiement en cas de redressement ou liquidation judiciaires du Bénéficiaire, tant que le compte du Prestataire de services de paiement du Bénéficiaire n'a pas été crédité du montant de l'Opération de paiement. Il peut également être fait opposition au paiement en cas de perte, vol ou utilisation de la carte ou des données qui lui sont liées.

Les modalités pratiques de mise en opposition et de contestation d'**Opérations non-autorisées ou mal exécutées** sont mentionnées dans le Contrat porteur cartes bancaires. À la suite d'incidents de fonctionnement du compte résultant directement de l'usage des Cartes bancaires, la Banque est en droit de décider de retirer la Carte bancaire pour usage abusif.

La déclaration de retrait de la carte faite par la Banque au FCC est exclusivement établie au nom de(s) titulaire(s) du compte. En cas de compte collectif, tous les co-titulaires font l'objet d'une déclaration en raison de leur responsabilité solidaire pour l'usage irrégulier de la Carte bancaire. Le détail et les modalités d'inscription au FCC sont mentionnées à l'article « Fichier central de retrait de cartes bancaires CB géré par la Banque de France » du Contrat porteur cartes bancaires. La contestation du bien-fondé de la décision est faite auprès de la

Banque ayant pris cette décision. Préalablement à toute inscription au FCC, la Banque informera le Client par courrier de sa décision et des modalités de régularisation.

E. Dispositions relatives aux virements

Un virement peut être soit occasionnel (immédiat ou différé) soit permanent. Dans tous les cas, il est exécuté à une date convenue. Il peut s'agir d'un Virement SEPA.

Il peut également s'agir d'un virement international.

Les virements sont soumis à la tarification indiquée dans les Conditions tarifaires en vigueur.

Afin que l'Ordre de paiement puisse être exécuté par la Banque, le Client doit lui fournir les informations suivantes : le numéro de compte du Client à partir duquel le virement est émis, le nom du Bénéficiaire, le numéro de compte du Bénéficiaire identifié pour les Virements SEPA par un IBAN accompagné du BIC, la devise de paiement, le montant et, le cas échéant, le motif.

Pour les virements différés, le Client doit en outre indiquer la date à laquelle le virement doit être exécuté. Pour les virements permanents, le Client doit aussi indiquer la périodicité des Ordres de paiement, ainsi que leur durée ou s'ils sont à durée indéterminée.

E.1. Virements émis et reçus au sein de l'EEE en euros ou dans une devise de l'EEE

E.1.1. Consentement et retrait du consentement

L'ordre de virement est donné dans les conditions prévues selon le canal utilisé, conformément aux dispositions précitées de l'article « Exécution des instructions données par le Client » et sous la réserve expresse qu'il existe la provision disponible pour exécuter le virement ou la série de virements.

Quel que soit le canal utilisé par le Client pour donner son ordre de virement, le Client sera informé de l'**Heure limite** de réception au-delà de laquelle l'ordre est réputé être reçu par la Banque le **Jour ouvrable** suivant.

Lorsque l'ordre de virement est donné en agence, le consentement du Client résulte de la signature de l'ordre de virement. Lorsque l'ordre de virement est donné depuis son espace personnel sécurisé Milleisnet, le consentement du Client résulte de la saisie du code d'**Authentification** à usage unique reçu par SMS sur le numéro de téléphone mobile d'**Authentification forte** du Client lors de la confirmation de l'opération réalisée, conformément à la procédure décrite dans les Conditions générales d'utilisation du service de banque en ligne Milleisnet.

L'ordre de Virement SEPA est en principe irrévocable dès sa réception par la Banque. Toutefois, le Client peut retirer son consentement à l'exécution du virement (en cas de virement différé ou de virement permanent uniquement) au plus tard à la fin du Jour ouvrable précédant la date à laquelle le virement aurait dû être exécuté. Le retrait du consentement à l'exécution d'une série de virements a pour effet que toute opération postérieure est réputée non autorisée. Le retrait du consentement peut être réalisé par écrit sur Support papier ou tout autre Support durable portant la signature et les coordonnées de l'auteur de la demande (le Client ou son représentant légal) ainsi que la désignation précise de l'opération de virement ou à de la série de virements concernée.

E.1.2. Refus d'exécuter l'ordre de virement

La Banque peut être amenée à refuser d'exécuter l'ordre de virement donné par le Client. Dans ce cas, la Banque informe de ce refus son Client selon les modalités suivantes : sous format électronique sur l'espace personnel sécurisé Milleisnet ou par SMS envoyé sur le téléphone mobile, si le Client utilise ce service, ou bien par courrier simple. Il est précisé que cette information, en cas d'opération récurrente, est due après chaque refus d'exécuter l'ordre, même si le motif de refus est identique.

La Banque communique le motif du refus d'exécuter l'ordre à moins qu'une disposition législative ou réglementaire s'y oppose. En cas de refus objectivement justifié (exemples : absence de provision, blocage du compte, insuffisance des informations données pour exécuter l'ordre de virement, dépassement des montants autorisés), la notification du refus sera soumise à la tarification en vigueur en cas d'insuffisance des informations

données pour exécuter l'ordre de virement et de refus pour défaut ou insuffisance de provision, sauf si ces frais sont déjà inclus dans le plafonnement des frais pour incident de paiement. Le montant des frais de notification et des frais du plafonnement pour incident de paiement figure dans les Conditions tarifaires en vigueur.

Un ordre de virement refusé par la Banque est réputé non reçu.

E.1.3. Délai d'exécution

E.1.3.1. Virements émis

La Banque s'engage à exécuter tout virement émis en euros au plus tard à la fin du premier Jour ouvrable suivant la date de réception de l'ordre par l'agence. Toutefois, pour tout virement émis dans une devise d'un État partie de l'EEE autre que l'Euro, le délai maximal d'exécution est porté à quatre (4) jours à compter de la date de réception de l'ordre.

Pour les virements effectués dans une devise de l'EEE, le compte du Client sera débité sous valeur du jour où l'opération y sera effectivement enregistrée. Dans le cas où le Client ne dispose pas d'un compte ouvert dans la devise du virement ou s'il souhaite, sur sa demande expresse, imputer ce virement sur un compte dans une autre devise, la Banque effectuera le change, selon les Conditions tarifaires en vigueur. La Banque transfère le montant total porté sur l'ordre de virement. Les frais et commissions éventuellement perçus par la Banque sont précisés dans les Conditions tarifaires en vigueur. Les frais et commissions perçus par le Prestataire de services de paiement du Bénéficiaire sont supportés par le Bénéficiaire. En cas de contrepassation d'une opération en devises, le Client supporte la perte ou le bénéfice éventuel lié au change.

E.1.3.2. Virements reçus

Les virements reçus dans une devise de l'EEE par la Banque pour le compte du Client sont crédités sur le compte du Client immédiatement après leur réception par la Banque, sous valeur du jour où ils sont crédités sur le compte de la Banque si ce jour est un Jour ouvrable, du Jour ouvrable suivant si ce jour n'est pas un Jour ouvrable y compris pour les virements se déroulant au sein de la Banque, lorsqu'il n'y a pas de conversion ou en cas de conversion entre l'Euro et une devise de l'UE ou entre deux devises de l'UE autres que l'Euro.

Dans le cas où le Client ne dispose pas d'un compte ouvert dans la devise du virement ou s'il souhaite, sur sa demande expresse, la Banque imputera ce virement sur un compte dans une autre devise, la Banque effectuera le change selon les Conditions tarifaires en vigueur. Dans le cadre de la réglementation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme qui impose à la Banque des vérifications concernant en particulier les mouvements de capitaux transfrontaliers et qui crée des délais qui vont s'ajouter aux délais techniques de traitement des virements, la Banque pourra soit différer l'exécution d'une ou des opération(s) le temps de mener les investigations nécessaires, dans un délai raisonnable, soit ne pas exécuter la ou les opération(s).

E.1.4. Contestation et responsabilité

E.1.4.1. Délai de contestation

Si à réception de son relevé papier ou électronique le Client constate un virement qu'il n'a pas autorisé ou une erreur dans le traitement d'un virement, il doit le signaler sans tarder et au plus tard dans le délai de treize (13) mois à compter du débit de l'opération ou à partir de la date à laquelle le virement aurait dû être exécuté. S'agissant d'un délai de forclusion, aucune contestation ne sera admise passé ce délai de treize (13) mois. Ces dispositions s'appliquent également en cas d'intervention d'un Prestataire de services de paiement fournissant un service d'initiation de paiement dans l'Opération de paiement.

Pour contester un virement, le Client doit adresser sa contestation sur Support papier à l'agence, avant la date d'expiration du délai susvisé.

E.1.4.2. Responsabilité

La Banque est responsable de la bonne exécution des opérations de virement effectuées sur ou à partir du compte de son Client. Au cas où le Client conteste avoir donné son consentement à l'exécution d'un virement ou affirme que l'opération n'a pas été exécutée correctement, il appartient à la Banque de prouver par tous moyens que l'opération a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique ou autre.

La Banque est déchargée de toute responsabilité en cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil. La Banque est également déchargée de toute responsabilité lorsqu'elle est liée par d'autres obligations légales ou réglementaires.

(a) Responsabilité en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution, la responsabilité de la Banque ne pourra pas être retenue si celle-ci est en mesure de justifier :

- pour les virements émis, qu'elle a bien transmis les fonds au Prestataire de services de paiement du Bénéficiaire dans les délais spécifiés ci-dessus ;
- pour les virements reçus, qu'elle a bien porté les fonds au crédit du compte immédiatement après leur réception.

La responsabilité de la Banque ne pourra pas davantage être retenue si, du fait de la communication par le Client de coordonnées bancaires inexistantes ou erronées (code BIC et numéro IBAN), une opération n'a pu être exécutée ou a été exécutée en faveur d'un mauvais Bénéficiaire, la Banque n'étant pas tenue de vérifier que le compte destinataire a bien pour titulaire le Bénéficiaire désigné par le Client.

En vertu de dispositions légales et réglementaires, la Banque peut être amenée à effectuer des vérifications ou demander des autorisations avant d'effectuer une Opération de paiement. Dans ce cas, elle ne peut être tenue responsable des retards ou de la non-exécution des Opérations de paiement.

De même, la Banque ne peut être tenue pour responsable en cas de non remise de fonds au Bénéficiaire de l'Opération de paiement par son Prestataire de services de paiement en application d'une disposition légale ou réglementaire ordonnant, par exemple, un gel des avoirs du Bénéficiaire.

Lorsqu'elle sera responsable de l'inexécution ou de la mauvaise exécution d'une opération et, sauf instruction contraire du Client, la Banque, selon le cas :

- re-créditera le compte sans tarder du montant de l'opération mal exécutée et, si besoin, rétablira le compte dans l'état où il se serait trouvé si l'opération n'avait pas eu lieu (virements émis), la date de valeur du crédit du compte n'étant pas postérieure à la date du débit ;
- créditera immédiatement le compte du montant de l'opération (virements reçus), la date de valeur du crédit n'étant pas postérieure à la date de valeur qui lui aurait été attribuée si l'opération avait été correctement exécutée ;
- remboursera les éventuels frais ou intérêts prélevés du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution (virements émis ou reçus). Qu'elle en soit responsable ou non, sur demande formulée par son Client par écrit sur Support papier, la Banque fera ses meilleurs efforts pour retrouver la trace des opérations non exécutées ou mal exécutées et notifiera le résultat de ses recherches au Client, sans frais pour celui-ci. Si elle n'y parvient pas, la Banque mettra à disposition du Client, à sa demande, les informations qu'elle détient pouvant documenter le recours en justice du Client en vue de récupérer les fonds. En cas d'indication par le Client de coordonnées bancaires erronées, elle s'efforcera, dans la mesure du raisonnable, de récupérer les fonds engagés. Les frais de recouvrement facturés par la Banque sont précisés dans les Conditions tarifaires en vigueur.

(b) Responsabilité en cas de virement non autorisé

Lorsque le Client conteste avoir donné son consentement à l'exécution d'une opération de virement, la Banque, si elle ne rapporte pas la preuve du consentement du Client à l'opération de virement par une Authentification forte, remboursera alors immédiatement, et en tout état de cause, au plus tard à la fin du premier Jour ouvrable suivant, à son Client le montant de l'Opération non autorisée, sauf si elle a de bonnes raisons de soupçonner une fraude du Client, étant précisé que la Banque respectera ses obligations professionnelles en vigueur. La Banque, le cas échéant, rétablira le compte dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de virement n'avait pas été exécutée et remboursera les éventuels frais ou intérêts prélevés.

La Banque ne procédera pas au remboursement des Opérations non autorisées lorsque le Client a agi frauduleusement ou s'il n'a pas satisfait à ses obligations de conservation de ses Données de sécurité personnalisées.

Les mêmes règles trouvent à s'appliquer lorsque le virement non autorisé est initié par l'intermédiaire d'un Prestataire de services de paiement fournissant un service d'initiation de paiement.

E.2. Les autres virements hors zone EEE

Les virements émis en euros ou dans toute autre devise de l'EEE à destination d'un compte ouvert chez un Prestataire de services de paiement établi en dehors de l'EEE seront effectués dans les meilleurs délais, compte tenu des spécificités de l'opération. Il en sera de même pour les virements émis dans une devise ne relevant pas de l'EEE quand le virement sera fait à destination d'un compte ouvert chez un Prestataire de services de paiement établi à l'intérieur ou à l'extérieur de l'EEE.

Sous réserve de délais légaux ou contractuels pouvant exister, ces opérations de virement mentionnées sur le relevé de compte seront présumées approuvées par le Client à défaut de contestation dans le délai de deux (2) mois à compter de sa date d'envoi ou de mise à disposition, sauf erreur, omission, fraude ou preuve contraire apportée par le Client sur Support papier. L'expiration de ce délai ne prive pas le Client des recours que les dispositions légales et réglementaires lui permettent d'exercer dans le délai de droit commun.

F. Dispositions relatives aux Prélèvements SEPA

F.1. Consentement du Client à l'exécution des Prélèvements SEPA

Le consentement du Client à l'exécution d'un Prélèvement SEPA repose sur le mandat donné par le Client à son créancier sur un formulaire unique l'autorisant à envoyer des instructions à la Banque du Client pour débiter son compte et autorisant la Banque à débiter le compte du Client conformément aux instructions données par le créancier. Le Client complète et signe ce formulaire et le remet à son créancier avec un relevé d'identité bancaire contenant un BIC et un IBAN. Le mandat est conservé par le créancier. La Banque doit adresser à son Client une notification au moins quatorze (14) jours calendaires avant la date d'exécution du prélèvement (date de débit du compte), selon les modalités suivantes : sous format électronique sur l'espace personnel sécurisé Milleisnet ou par SMS envoyé sur le téléphone mobile, si le Client utilise ce(s) service(s), ou par courrier simple.

Le Client autorise la Banque à exécuter sur son compte, si la situation de celui-ci le permet, tous les prélèvements émis par un Bénéficiaire et pour lesquels le Client aura donné à ce dernier son consentement.

F.2. Retrait du consentement du Client à l'exécution des Prélèvements SEPA

Le Client peut à tout moment retirer le consentement donné à l'exécution de Prélèvements SEPA quelles que soient les clauses du contrat conclu entre le Client et son créancier. La révocation est définitive. Tous les Prélèvements SEPA postérieurs à ce retrait du consentement seront rejetés. Ce retrait du consentement doit être notifié à la Banque sur Support papier ou tout autre Support durable et lui parvenir au plus tard à la fin du Jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds, avant l'Heure limite. Le Client doit également informer son créancier de la révocation de son autorisation de Prélèvement SEPA afin d'éviter que ce dernier continue d'émettre des Prélèvements SEPA. Dans ce cas, tous les Prélèvements SEPA postérieurs à la révocation seront alors rejetés.

F.3. Révocation d'un ou plusieurs Prélèvements SEPA

Le Client peut aussi révoquer (faire opposition au paiement), sans frais, une ou plusieurs échéances de Prélèvements SEPA sans mettre fin pour autant à l'autorisation de prélèvement. Cette révocation (ou opposition au paiement d'un ou plusieurs Prélèvements SEPA) doit être notifiée à la Banque sur Support papier ou un autre Support durable et lui parvenir au plus tard à la fin du Jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds avant l'Heure limite. Le Client doit en informer également son créancier. Cette révocation ou opposition

est temporaire. Le ou les prélèvements concernés par la demande du Client, postérieurs à la révocation ou à l'opposition, seront rejetés par la Banque.

F.4. Refus de la Banque d'exécuter un Prélèvement SEPA

La Banque peut être amenée à refuser d'exécuter une opération de Prélèvement SEPA. Dans ce cas, la Banque informe de ce refus son Client selon les modalités suivantes : sous format électronique sur l'espace personnel sécurisé Milleisnet ou par SMS envoyé sur le téléphone mobile, si le Client utilise ce(s) service(s), ou par courrier simple.

La Banque communique le motif du refus d'exécuter l'ordre, à moins qu'une disposition législative ou réglementaire s'y oppose. En cas de refus objectivement justifié (exemples : absence de provision, blocage du compte, insuffisance des informations données pour exécuter un Prélèvement SEPA, dépassement des montants autorisés), la notification du refus sera soumise à tarification en cas de refus pour insuffisance des informations données pour exécuter le Prélèvement SEPA et pour défaut ou insuffisance de provision, sauf si ces frais sont déjà inclus dans le plafonnement des frais pour incident de paiement. Le montant des frais de notification et ceux du plafonnement des frais pour incident de paiement figure dans les Conditions tarifaires en vigueur.

F.5. Délais de contestation

- Contestation sans motif : après l'exécution du Prélèvement SEPA, le Client peut, dans un délai de huit (8) semaines à compter de la date du débit en compte, contester le Prélèvement SEPA et en demander le remboursement, quel que soit le motif de sa contestation. En cas de prélèvements libellés en euros dans l'Union européenne et lorsque le ou les prestataires de services de paiement sont situés dans l'Union européenne, le Client jouit d'un droit au remboursement inconditionnel dans le délai susvisé. Le Client est remboursé dans un délai de dix (10) Jours ouvrables à compter de la réception de sa demande de remboursement. La date de valeur à laquelle le compte est crédité n'est pas postérieure à la date à laquelle il a été débité.
- Contestation d'une Opération non autorisée : le Client qui constate un Prélèvement SEPA non autorisé ou une erreur dans le traitement d'un Prélèvement SEPA doit le signaler sans tarder et au plus tard dans un délai de treize (13) mois à compter du débit de l'opération ou à partir de la date à laquelle le Prélèvement SEPA aurait dû être exécuté.

Ces dispositions s'appliquent également en cas d'intervention d'un Prestataire de services de paiement fournissant un service d'initiation de paiement dans l'Opération de paiement.

Pour contester un Prélèvement SEPA, le Client doit formuler par écrit sa contestation sur Support papier ou un autre Support durable avant la date d'expiration du délai susvisé.

F.6. Caducité du mandat

Lorsque aucun ordre de Prélèvement SEPA n'a été présenté pendant une période de trente-six (36) mois, le mandat devient caduc (à compter de la date d'échéance du dernier Prélèvement SEPA exécuté pour le Client, même si celui-ci a été refusé, rejeté, retourné ou remboursé par la Banque du débiteur). Le créancier devra dès lors faire signer un nouveau mandat au Client.

F.7. Responsabilité en cas de Prélèvement SEPA mal exécuté initié par un tiers bénéficiaire

En cas de Prélèvement SEPA mal exécuté et lorsque le Prestataire de services de paiement du tiers bénéficiaire n'en est pas responsable, la responsabilité de la Banque peut être engagée et la conduire à restituer au Client, sans tarder, le montant de l'Opération de paiement mal exécutée. Dans ce cas, la Banque rétablit le compte débité dans la situation qui aurait prévalu si l'Opération de paiement mal exécutée n'avait pas eu lieu. La date de valeur attribuée au montant de l'opération sur le compte du Client n'est pas postérieure à la date de valeur qui lui aurait été attribuée si le Prélèvement SEPA avait été correctement exécuté.

F.8. Responsabilité en cas de Prélèvement SEPA mal exécuté initié par le Client bénéficiaire du prélèvement

Dans le cas d'un Prélèvement SEPA initié par le Client bénéficiaire, la Banque est, sous réserve de la force majeure et/ou de l'inexactitude de l'Identifiant unique du payeur fourni par le

Client, responsable à l'égard du Client de la bonne transmission de l'ordre de paiement au Prestataire de services de paiement du payeur conformément aux modalités convenues afin de permettre une exécution de l'opération à la date convenue. Si la Banque est défaillante dans l'exécution de cette obligation, elle remboursera au Client le montant de l'opération.

La date de valeur attribuée au montant de cette opération sur le compte du Client n'est pas postérieure à la date de valeur qui lui aurait été attribuée si l'opération avait été correctement exécutée.

G. Dispositions relatives au TIP SEPA

Le TIP SEPA est une Opération de paiement qui permet au Client de régler par débit de son compte le montant de certaines dépenses dues à certains organismes créanciers. Lors du premier règlement, le Client adresse à son créancier avec son TIP SEPA, dûment signé, l'IBAN afin de lui communiquer ses coordonnées bancaires.

La signature du Client apposée sur le TIP SEPA emporte accord et consentement du Client à l'opération.

Le Client peut révoquer son Ordre de paiement en le notifiant à la Banque sur Support papier ou un autre Support durable et au plus tard la veille de la date à laquelle le TIP SEPA doit être exécuté. Le Client doit également informer son créancier de la révocation de l'Ordre de paiement.

Les Ordres de paiement par TIP SEPA sont exécutés au plus tard dans les trois (3) Jours ouvrables suivant le jour de réception de l'Ordre de paiement. Le jour de réception correspond à la date à laquelle le TIP SEPA est reçu par la Banque.

Les dispositions relatives au Prélèvement SEPA concernant le retrait du consentement, la révocation de l'Ordre de paiement, le refus de la Banque d'exécuter l'Ordre de paiement et les délais de contestation sont applicables au TIP SEPA.

H. Les autres services

Tout autre service proposé par la Banque ou demandé à la Banque fera l'objet d'un contrat particulier précisant ses modalités d'exécution et ses conditions tarifaires en vigueur.

VI. MESURES D'EXÉCUTION

A. Saisie conservatoire et saisie-attribution

Lorsqu'une saisie lui est signifiée, la Banque est tenue de déclarer et de bloquer le solde disponible du ou des comptes ouverts dans ses livres au nom du Client, même si ce solde est supérieur au montant de la saisie. Dans le délai de quinze (15) jours ouvrables qui suit la saisie attribution ou la saisie conservatoire, ce solde peut être affecté (positivement ou négativement) par les opérations dont la date est antérieure à la saisie. Le Client peut contester la saisie engagée à son encontre devant le juge de l'exécution. Dans le cas d'une procédure de saisie attribution, la Banque procédera au paiement des sommes dues au créancier saisissant sur présentation d'un certificat de non contestation ou sur déclaration écrite du Client indiquant qu'il ne conteste pas la saisie.

B. Saisie Administrative à Tiers Détenteur (SATD)

La SATD est la procédure utilisée par le Trésor Public pour le recouvrement des impôts, des pénalités et frais accessoires. Elle a pour effet de bloquer le solde disponible du ou des comptes du Client dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent. À l'expiration d'un délai de deux (2) mois (sauf disposition spécifique fixant un autre délai), la Banque est tenue de verser au Trésor la somme réclamée, sauf mainlevée donnée par le Trésor Public.

C. Frais

Les frais perçus au titre de chaque mesure d'exécution sont précisés dans les Conditions tarifaires en vigueur et restent définitivement acquis à la Banque, même si la mesure d'exécution demeure sans effet.

VII. DISPOSITIONS TARIFAIRES ET DATES DE VALEUR

A. Tarifs

Les commissions et tarifs applicables aux produits et services visés dans la Convention, à la gestion du compte, aux Services de paiement délivrés, aux incidents de fonctionnement du compte ou aux incidents concernant les Instruments de paiement sont précisés dans les

Conditions tarifaires en vigueur.

Le Client reconnaît avoir eu connaissance des frais et commissions applicables aux produits et services relevant de la Convention en vigueur au jour de sa signature et déclare les accepter. Le Client s'oblige à payer et autorise la Banque à prélever sur son compte, les frais, charges, intérêts et commissions relatifs au fonctionnement et à la tenue du compte, ainsi que les autres frais de gestion et tous autres frais et commissions de quelque nature qu'ils soient, tels qu'ils figurent dans les Conditions tarifaires en vigueur.

Dans le cas où les Conditions tarifaires évoluent en raison de mesures législatives ou réglementaires, ces modifications prendront effet de plein droit à la date d'application des mesures concernées.

B. Dates de valeur

Les dates de valeur sont les dates auxquelles prend effet l'inscription au compte d'une opération de crédit ou de débit. Les dates de valeur mentionnées sur le relevé de compte qui sont prises en considération pour le décompte des intérêts éventuellement dus par le Client sont précisées dans les Conditions tarifaires en vigueur.

Les intérêts débiteurs sont calculés mensuellement.

Les dates de valeur peuvent être différentes selon les Opérations de paiement. Pour les opérations en euros ou dans une autre devise d'un Etat de l'EEE effectuées au sein de l'EEE, la date de valeur au crédit ne peut pas être postérieure à celle du Jour ouvrable au cours duquel le montant de l'opération est crédité sur le compte de la Banque dans les systèmes interbancaires. La date de valeur au débit ne peut être antérieure à la date à laquelle le montant de l'opération est débité du compte du Client. Les dates de valeur appliquées aux autres opérations sont précisées dans les Conditions tarifaires en vigueur.

Les dates de valeur s'appliquent également, pour la partie de l'opération effectuée dans l'Union européenne, lorsqu'elles sont réalisées :

- dans une devise d'un Etat hors de l'EEE et impliquent un Prestataire de services de paiement situé sur le territoire de la France métropolitaine, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Martin ou encore dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou au sein de l'EEE ;
- quelle que soit la devise de l'opération, y compris l'Euro, et impliquent un prestataire situé dans un Etat en dehors de l'EEE.

VIII. POSITION DÉBITRICE DU COMPTE

Le compte a vocation à fonctionner en position créditrice. Toutes les opérations s'inscrivant au débit du compte ne sont effectuées, sauf contrat préalable, que dans la limite du solde comptable effectivement disponible.

A. Solde débiteur en l'absence de toute autorisation

Dans le cas où le compte présenterait, pour quelle que cause que ce soit, une position débitrice sans autorisation écrite et préalable de la Banque, le Client devra procéder, sans délai, sur demande écrite de la Banque envoyée par lettre simple, au remboursement du solde débiteur, la Banque n'étant en aucun cas tenue d'accorder, maintenir ou renouveler un dépassement occasionnel. À défaut de régularisation, la Banque sera amenée à refuser les ordres de paiement donnés par le Client et celui-ci s'expose, en cas de chèque sans provision, à l'application de la réglementation sur l'interdiction bancaire d'émettre des chèques. En outre, il sera perçu par la Banque des intérêts débiteurs calculés conformément aux dispositions ci-après. Toute position débitrice non autorisée portera intérêts au taux qui figure dans les Conditions tarifaires en vigueur, dans la limite du taux maximum autorisé par l'article L. 314-6 du Code de la consommation.

Le taux d'intérêt appliqué est porté à la connaissance du Client par tout moyen à la convenance de la Banque, telle qu'une mention sur les relevés de compte. Les intérêts seront calculés sur le nombre exact de jours débiteurs sur la base d'une année de 365 ou 366 jours.

Toute modification de ce taux est portée à la connaissance du Client par une mention dans les relevés de compte.

En ce qui concerne le Taux Annuel Effectif Global (TAEG), et en raison de l'impossibilité matérielle de le connaître à l'avance, celui-ci est communiqué au Client, a posteriori, sur le relevé de

compte. Le TAEG correspond au coût de l'opération et comprend les intérêts, auxquels il faut ajouter les différentes commissions figurant dans les Conditions tarifaires en vigueur. Un exemple de calcul de TAEG est donné dans les Conditions particulières.

Les intérêts sont décomptés et débités à la fin de chaque mois pour les comptes en arrêté mensuel. Les intérêts sont décomptés à la fin de chaque mois et débités à la fin de chaque trimestre civil pour les comptes en arrêté trimestriel. Toute position débitrice occasionnelle donne lieu à la perception d'une commission fixée dans les Conditions tarifaires en vigueur.

Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme valant accord de la Banque sur la possibilité pour le Client de faire fonctionner son compte en ligne débitrice. Toute opération ayant pour conséquence de rendre le compte débiteur ne pourrait être qu'occasionnelle et ne saurait être constitutive d'un crédit, celui-ci ne pouvant résulter que d'un accord exprès préalable de la Banque.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également en cas de dépassement du montant autorisé.

B. Découvert autorisé

La Banque, après examen du dossier, peut accorder à son Client, qui en fait la demande, un découvert. Ce découvert fait l'objet d'un contrat spécifique soumis, si tel est le cas, au Code de la consommation. En cas de compte collectif, la demande devra être effectuée conjointement par l'ensemble des co-titulaires.

C. Facilité de caisse

La Banque, après examen du dossier, peut accorder à son Client, qui en fait la demande, une facilité de caisse. Cette facilité fait l'objet d'un contrat spécifique soumis, si tel est le cas, au Code de la consommation. En cas de compte collectif, la demande devra être effectuée conjointement par l'ensemble des co-titulaires.

IX. GARANTIES ET COMPENSATION

A. Droit de rétention

La Banque pourra exercer son droit de rétention, dans les conditions prévues par la loi, sur toutes valeurs ou espèces appartenant régulièrement au Client, jusqu'à parfait remboursement du solde débiteur du compte ou de toute somme due à la Banque, notamment au titre d'intérêts, frais, commissions et accessoires générés par ce solde débiteur et au titre de tous engagements directs ou indirects que le Client peut avoir vis-à-vis de la Banque pour couvrir les risques d'impayés jusqu'à l'extinction de ces risques.

B. Compensation

Dans l'hypothèse où le compte du Client présenterait un solde débiteur devenu exigible suite à une mise en demeure de la Banque, le Client autorise expressément celle-ci à effectuer une compensation entre les soldes de ses différents comptes, individuels, en euros et en devises, quelle que soit la somme concernée, en raison de l'étroite connexité convenue entre la Banque et le Client unissant ces différents comptes entre eux.

Le solde du compte de dépôt concerné sera compensé en priorité avec les soldes des comptes suivants : autre compte de dépôt en euros ou en devises, un compte sur livret, compte espèces du compte-titres, compte à terme.

La compensation peut être partielle ou totale.

X. OBLIGATIONS ET DROITS DES PARTIES

A. Secret professionnel

La Banque est tenue au secret professionnel.

Toutefois, ce secret peut être levé dans les cas prévus par la loi, notamment à l'égard des autorités de tutelle de la Banque, de l'administration fiscale ou douanière et des autorités judiciaires agissant dans le cadre d'une procédure pénale.

Le Client qui est considéré comme une « US Person » au sens de la réglementation fiscale américaine autorise expressément la Banque à divulguer directement ou indirectement aux services fiscaux américains (IRS) les informations le concernant. Ces déclarations aux services fiscaux américains étant obligatoires, le Client ne pourra pas rechercher

la responsabilité de la Banque sur ce fondement. En outre, la loi permet à la Banque de communiquer des informations couvertes par le secret professionnel aux personnes avec lesquelles la Banque négocie, conclut ou exécute des opérations expressément visées à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier, dès lors que ces informations sont nécessaires à l'opération concernée. De même, en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme, la Banque est tenue de transmettre aux entreprises du groupe auquel elle appartient des informations couvertes par le secret professionnel. La Banque a pris les mesures propres à assurer la confidentialité des informations transmises. Le Client est informé que la Banque est tenue de déclarer l'ouverture, la clôture et les modifications de tout compte au service FICOPA de l'administration fiscale.

En outre, le Client autorise expressément la Banque à partager les données le concernant et leur mise à jour éventuelle, avec les tiers suivants :

- les partenaires de la Banque pour permettre aux Clients de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, et exclusivement dans le cadre dudit partenariat ;
- aux commerçants, ou toute entité appartenant à leur groupe, en cas d'achat par le Client de produit(s) défectueux, contaminé(s) ou concerné(s) par une crise sanitaire.

Le Client dispose, par ailleurs, de la faculté de relever lui-même la Banque de ce secret, au cas par cas, en lui indiquant par écrit sur Support papier ou un autre Support durable comportant sa signature les tiers auxquels il l'autorisera à communiquer les informations le concernant qu'il lui mentionnera expressément.

B. Informatique et Libertés

Les données personnelles du Client, recueillies dans le cadre de la Convention par la Banque, responsable de traitement, sont indispensables à sa conclusion et son exécution. Par conséquent, la fourniture desdites données par le Client est obligatoire. Dans le cas contraire, la Banque se trouvera dans l'impossibilité d'exécuter la Convention.

Ces données personnelles sont traitées ou non de façon informatisée et tout justificatif ou document qui sera remis par le Client à la Banque pourra être numérisé.

Les traitements des données personnelles du Client auront les finalités suivantes :

- l'ouverture et la gestion du compte et de la relation d'affaires avec le Client et la gestion des produits et services fournis. Ces traitements de données sont alors nécessaires à l'exécution du contrat que le Client souhaite souscrire.
- le recouvrement, la détection de la fraude, la preuve des transactions ou opérations, la gestion informatique, l'élaboration d'études de performance, d'opérations et études commerciales et statistiques. Ces traitements de données sont alors mis en œuvre pour satisfaire les intérêts légitimes de la Banque.
- le respect de toute obligation légale et réglementaire, notamment en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ou contre la fraude fiscale, la protection des avoirs des clients de la Banque, l'évaluation et la gestion du risque, la gestion de la sécurité des systèmes d'information, la prévention des impayés. Ces traitements sont alors nécessaires pour que la Banque puisse se conformer à ses obligations légales et réglementaires.

Cette liste pourra être complétée le cas échéant par des finalités spécifiques correspondant aux services décrits dans des documents contractuels ad hoc.

Les données personnelles du Client sont destinées aux services habilités de la Banque notamment ceux en charge de la souscription, la gestion et l'exécution de la Convention. Elles peuvent faire l'objet de communications vers des prestataires de services ou sociétés du groupe situés dans ou hors de l'Union européenne. Ces communications ont lieu, à des fins de protection des avoirs des clients de la Banque, de support en matière d'étude et de gestion des dossiers, de support informatique et d'hébergement de données, de support dans la réalisation d'études statistiques, de performance, de satisfaction, et d'opérations commerciales, et pour satisfaire à des obligations légales et réglementaires. Les données personnelles du Client peuvent également être communiquées à des organismes

extérieurs au groupe à des fins d'enquêtes ou sondages réalisés pour le compte exclusif de la Banque. Les données personnelles du Client peuvent être communiquées, à leur demande, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires compétentes, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ou contre la fraude, notamment en matière fiscale. La Banque est également susceptible de communiquer des données personnelles du Client aux personnes et dans les cas visés à l'article « Secret professionnel ».

Par ailleurs, en vertu de la réglementation européenne, en cas de virement de fonds, certaines des données personnelles du Client doivent être transmises à la Banque du Bénéficiaire du virement située dans un pays pouvant être situé au sein ou hors Union européenne. Pour la réalisation des ordres de virement, des nécessités d'ordre technique peuvent conduire au transfert des données hors de l'Union européenne, s'agissant d'opérations utilisant le réseau sécurisé SWIFT. Le Client peut obtenir tout renseignement concernant ce transfert en consultant la notice d'information disponible sur le site de la FBF (www.fbf.fr).

Les données personnelles du Client peuvent, à l'occasion de diverses opérations menées dans le cadre de la Convention, telles que les virements ou les opérations par Carte bancaire, faire l'objet d'un transfert vers des sociétés situées dans des pays hors de l'Union européenne. Dans une telle hypothèse, et si ces pays n'offrent pas un niveau adéquat de protection des données personnelles, la Banque prendra toutes mesures utiles pour protéger les données personnelles transférées, notamment par la conclusion de contrats de transfert hors Union européenne basés sur les clauses contractuelles types de la Commission européenne.

Dans les conditions prévues par le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2017 et la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, le Client dispose sur les données personnelles le concernant :

- d'un droit d'accès : le Client a le droit d'accéder aux données personnelles le concernant et dont Milleis Banque dispose,
- d'un droit d'effacement : dans certain cas, le Client a le droit d'obtenir l'effacement ou la suppression de ses données,
- d'un droit de rectification : le Client a le droit d'exiger que ses données personnelles soient rectifiées si elles sont inexactes ou périmées. Le Client peut également demander à ce qu'elles soient complétées si nécessaire,
- d'un droit d'opposition : le Client peut s'opposer au traitement de ses données personnelles, pour des motifs liés à sa situation particulière. Il peut également s'opposer au traitement de ses données à des fins de prospection commerciale et statistiques.
- d'un droit à la limitation de traitement : dans certain cas, le Client peut obtenir la limitation de l'utilisation de ses données,
- d'un droit à la portabilité : le Client peut demander la transmission de ses données personnelles vers un tiers. Enfin, le Client dispose du droit de définir des directives afin d'organiser le sort de ses données après sa mort. Lorsque le Client exerce ses droits, il précise par écrit autant que possible à la Banque les traitements sur lesquels porte sa demande.

Le Client peut exercer l'ensemble de ses droits sur ses données personnelles par courrier postal accompagné d'une copie d'une pièce d'identité, adressé à : Milleis Banque - Service Qualité Client - 2-20 Place des Vins de France, 75012 Paris.

Les frais de timbre seront remboursés sur simple demande du Client.

Par exception, l'exercice du droit d'accès portant sur certains traitements effectués dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme s'exerce auprès de la CNIL, 3 Place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07.

En cas de désaccord, vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL, en utilisant les coordonnées présentes sur son site.

Si le titulaire est mineur, ces droits peuvent être exercés pour son compte par son/ses représentant(s) légal(x) en justifiant de leur identité (copie d'une pièce d'identité), de leur qualité de représentant légal et de l'identité du mineur (copie d'une pièce d'identité).

Certains entretiens téléphoniques entre la Banque et le Client peuvent être enregistrés aux fins de qualité et preuve des services, de formation des agents de la Banque, de respect d'obligations réglementaires. Seules les personnes habilitées au sein de la Banque pourront procéder aux écoutes. Les enregistrements effectués afin de répondre à une obligation réglementaire seront conservés pendant la durée de conservation légale soit cinq (5) ans. Les autres enregistrements seront détruits après une période de six (6) mois.

Le Client est informé que certaines de ces finalités impliquent que la Banque conserve les données personnelles du Client tout au long de la Convention et les archive pour la durée de prescription légale.

Le Client est informé que ses données personnelles seront conservées pour la plus longue des durées nécessaires au respect des dispositions légales et réglementaires applicables ou une autre durée compte tenu des contraintes opérationnelles ou des prescriptions légales.

Pour de plus de détails sur les informations présentées ci-dessus, le Client peut contacter le Délégué à la protection des données de la Banque en lui adressant un email à DPO@milleis.fr

C. Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, la lutte contre la corruption et au respect des sanctions financières internationales

C.1. Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et la corruption

La réglementation bancaire en matière de prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme impose à la Banque un certain nombre d'obligations :

- Avant l'entrée en relation :

(a) la vérification de l'identité de leurs clients, ainsi que le cas échéant de leur(s) Mandataire(s) et/ou du(des) bénéficiaire(s) effectif(s) de leurs relations d'affaires,

(b) au titre de la connaissance de la relation d'affaires, l'obtention d'informations concernant la justification de l'adresse de leur domicile (justificatif valide requis), les activités professionnelles, les revenus et autres ressources, les éléments permettant d'apprécier leur patrimoine, le montant et la nature des opérations envisagées, l'origine et la destination des fonds, la justification économique ou le fonctionnement envisagé du compte,

(c) l'obtention de tout justificatif approprié.

- Pendant toute la durée de la relation d'affaires, la Banque est tenue d'exercer sur ses relations d'affaires une vigilance constante et de pratiquer un examen attentif des opérations effectuées par les clients, en veillant à ce que celles-ci soient cohérentes avec la connaissance actualisée qu'elle a du client. Conformément à la réglementation en vigueur, cette vigilance s'exerce notamment par :

(a) la collecte et la mise à jour périodique de tous les éléments de connaissance de ses relations d'affaires,

(b) la surveillance des opérations au regard de la connaissance client,

(c) la détection des opérations inhabituelles, atypiques ou anormales et leur traitement/analyse

(d) l'examen renforcé des opérations particulièrement complexes ou d'un montant élevé ou ne paraissant pas avoir de justification économique ou d'objet licite.

En conséquence, le Client s'engage à n'effectuer sur son compte que des opérations autorisées par la loi et la réglementation. Il s'engage notamment à ne pas effectuer d'opérations ayant pour objet le blanchiment des capitaux ou le financement du terrorisme. Il s'engage à fournir toute information sur l'origine ou la destination des fonds, sur l'objet et la nature de l'opération, et sur l'identité du Bénéficiaire.

Dans le cadre de son devoir de vigilance constante sur la relation d'affaires, la Banque sera amenée à recueillir auprès du Client des informations sur l'évolution de sa situation ainsi que sur certaines opérations qui lui apparaîtront inhabituelles en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles réalisées jusqu'alors par le Client avec la connaissance actualisée qu'elle a de ce dernier. Le Client s'engage dès lors à fournir à la Banque toute explication sur une ou plusieurs opérations, telles que l'objet de la transaction, sa justification économique, la provenance ou la destination des fonds, l'identité de l'émetteur ou du Bénéficiaire, ainsi que tout justificatif corroborant ses déclarations.

À défaut, la Banque se réserve la possibilité de ne pas exécuter la transaction et/ou de rompre la relation.

Le Client s'engage à fournir tous les éléments demandés par la Banque dans les plus brefs délais. A défaut, la Convention pourra être résiliée à tout moment à l'initiative de la Banque. La Convention sera résiliée de plein droit et sans mise en demeure préalable dans le cas d'informations inexactes ou de refus de fournir des informations exigées par la réglementation relative à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, notamment sur la justification de l'origine des fonds et de certaines opérations.

C.2. Sanctions financières internationales

La Banque est également tenue de se conformer aux lois et réglementations en matière de sanctions financières, et de respecter et mettre en œuvre toute mesure restrictive qui serait prise par une autorité compétente (le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Conseil de l'Union européenne, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'intérieur et relative à une décision d'embargo, de gel des avoirs et des ressources économiques, concernant une relation d'affaires. En application de ces sanctions, la Banque sera amenée à restreindre, suspendre, ne pas exécuter, ou rejeter une (des) opération(s) initiée(s) par le Client ou exécutée(s) à son profit, et/ou bloquer les avoirs détenus dans ses livres au nom du Client.

La Banque peut être amenée à demander au Client de lui fournir des explication et/ou justificatifs nécessaires sur une ou plusieurs opérations. Le Client s'engage à communiquer à la Banque les éléments demandés dans les plus brefs délais.

D. Démarchage bancaire et financier/commercialisation à distance de services financiers

D.1. Démarchage bancaire et financier

(a) Lorsque la Convention est conclue dans le cadre d'un démarchage bancaire et financier soumis aux dispositions des articles L. 341-1 et suivants du Code monétaire et financier, c'est-à-dire :

- en cas de sollicitation de la part de la Banque par quelque moyen que ce soit, en vue d'obtenir un accord sur des services ou opérations de nature bancaire ; et/ou

- de démarchage au domicile du Client, sur son lieu de travail ou dans des lieux non destinés à la commercialisation des produits bancaires, en vue des mêmes fins (à l'exclusion de l'hypothèse visée au paragraphe (b) ci-après) ; le Client bénéficie d'un droit de rétractation de quatorze (14) jours calendaires à compter du jour où la Convention est conclue, sans avoir à justifier de motif ni à supporter de pénalités.

Le Client ne pourra être tenu qu'au paiement proportionnel du service effectivement fourni.

(b) Il est ici précisé que les articles L. 341-1 et suivants du Code monétaire et financier ne s'appliquent pas lorsque le démarchage est effectué auprès d'une personne déjà Cliente de la Banque pour laquelle l'opération proposée correspond, à raison de ses caractéristiques, des risques ou des montants en cause, à des opérations habituellement réalisées par cette personne. Par conséquent, le délai de rétractation visé ci-dessus ne trouve pas application dans cette hypothèse.

Le Client a la possibilité de s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique sur le site internet prévu à cet effet (www.bloctel.gouv.fr) ou par courrier postal adressé à : Société OPOSETEL, Service Bloctel, 6 rue Nicolas Siret, 10000 Troyes. Dès la prise en compte de son inscription, il ne recevra plus de sollicitations commerciales par téléphone. Toutefois, en cas de relations contractuelles préexistantes, il pourra continuer à recevoir de la part de la Banque des nouvelles offres afin de compléter, modifier ou remplacer le service déjà souscrit.

D.2. Commercialisation à distance

En cas de commercialisation à distance, c'est-à-dire sans face à face avec le Client, la Convention est soumise aux articles L. 221-1 et suivants du Code de la consommation, ainsi qu'aux articles L. 343-1 et L. 343-2 du Code monétaire et financier. Dans cette

hypothèse, le Client dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus pour exercer son droit de rétractation, sans avoir à justifier de motif ni à supporter de pénalités. Le Client ne pourra être tenu qu'au paiement proportionnel du service effectivement fourni.

Le délai pendant lequel peut s'exercer le droit de rétractation commence à courir soit à compter du jour où le contrat à distance est conclu soit à compter du jour où le Client reçoit les conditions contractuelles et les informations exigées par les dispositions ci-dessus, si cette dernière date est postérieure à celle mentionnée précédemment.

D.3. Dispositions communes au démarchage et à la commercialisation à distance

En cas de rétractation, qu'elle s'inscrive dans le cadre d'un démarchage bancaire et financier soumis aux articles soumis aux dispositions des articles L. 341-1 et suivants du Code monétaire et financier, ou d'une commercialisation à distance de services financiers, le Client devra adresser à la Banque dans ledit délai une lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant qu'il exerce son droit de rétractation à l'adresse figurant au volet intitulé « Démarchage bancaire et financier et commercialisation à distance » des Conditions particulières. Le Client restituera à la Banque, au plus tard dans les trente (30) jours suivant l'exercice de son droit de rétractation, toute somme ainsi que tout moyen de paiement qu'il aura reçu de la Banque. La Banque restitue alors au Client le solde créditeur éventuel figurant au(x) compte(s) sous réserve du dénouement des opérations en cours et à l'exception du montant correspondant au service financier effectivement fourni.

Toute somme due par le Client produira intérêt au taux conventionnel et continuera éventuellement à produire intérêt après la clôture jusqu'au complet paiement dans les conditions prévues pour la clôture du compte.

E. Comptes inactifs

La Banque est tenue de recenser, chaque année, les comptes inactifs ouverts dans ses livres.

Un compte est considéré comme inactif :

- s'il n'a fait l'objet d'aucune opération, hors inscription d'intérêts et débit par la Banque tenant le compte de frais et commissions de toute nature ou versement de produits ou remboursement de titres de capital ou de créance, et si le Client, son représentant légal ou son Mandataire ne s'est pas manifesté, sous quelque forme que ce soit, auprès de la Banque ni n'a effectué aucune opération sur un autre compte ouvert à son nom dans les livres de la Banque à l'issue d'une période de douze (12) mois. a période de douze (12) mois est portée à cinq (5) ans pour les comptes sur livret, les comptes à terme et les comptes sur lesquels sont inscrits des avoirs et dépôts au titre des produits d'épargne mentionnés au titre II du Livre II du Code monétaire et financier. Lorsque les sommes déposées sur un compte ou les avoirs inscrits en compte sont indisponibles pendant une certaine période en vertu de dispositions légales, de stipulations contractuelles ou de l'existence d'une sûreté conventionnelle, la période de cinq (5) ans commence à courir au terme de la période d'indisponibilité; ou
- si le Client est décédé, à l'issue d'une période de douze (12) mois suivant le décès au cours de laquelle aucun de ses ayants droits n'a informé la Banque de sa volonté de faire valoir ses droits sur les avoirs et dépôts qui y sont inscrits.

Les dépôts et avoirs inscrits sur les comptes inactifs seront conservés par la Banque :

- pour une durée totale de dix (10) ans à compter de la date de la dernière opération, ou à compter de la date de la dernière manifestation du titulaire du compte, de son représentant légal ou de son Mandataire, ou à compter du terme de la dernière période d'indisponibilité mentionnée ci-dessus. Il est pris en compte la date la plus récente parmi ces trois dates. Pour les plans d'épargne-logement dont le titulaire ne détient aucun compte ouvert dans les livres de la Banque, le délai de dix (10) ans est porté à vingt (20) ans à compter de la date du dernier versement ; ou
- pour une durée totale de trois (3) ans à compter de la date du décès du titulaire du compte.

Les dépôts et avoirs inscrits sur les comptes inactifs sont transférés à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) dans les trois (3) mois suivant l'expiration du délai de trois (3) ou dix (10) ans selon le cas.

Lorsqu'un compte est considéré comme inactif, la Banque en informe par tout moyen à sa disposition le Client, son représentant légal, son Mandataire ou, le cas échéant, ses ayants droit connus de la Banque et leur indique les conséquences qui y sont attachées en application des dispositions du Code monétaire et financier. Cette information est renouvelée annuellement jusqu'à l'année qui précède le dépôt à la CDC des dépôts et avoirs inscrits sur les Comptes Inactifs.

Six (6) mois avant l'expiration du délai de dix (10) ans ou de trois (3) ans selon le cas, la Banque informera le Client, ses ayants droits connus, son représentant légal ou son Mandataire par lettre recommandée avec accusé de réception ainsi que tout autre moyen à sa disposition, de la mise en œuvre de ce transfert à la CDC.

Le dépôt, à la CDC, des sommes déposées sur un compte inactif dans les conditions prévues au Code monétaire et financier entraîne la clôture de ce compte.

Il est expressément convenu que, lorsqu'un compte est considéré comme inactif, le compte ne donne alors plus lieu à l'envoi de relevés de compte. Ils seront conservés par la Banque sur un Support durable et le Client pourra recevoir sur simple demande formulée par écrit sur Support papier lesdits relevés. Ces comptes inactifs sont soumis à tarification conformément aux Conditions tarifaires en vigueur, ce que le Client accepte expressément.

XI. DURÉE, MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION, TRANSFERT ET CLÔTURE DU COMPTE

A. Durée de la Convention

La Convention est conclue pour une durée indéterminée.

B. Modification de la Convention

La Banque se réserve le droit de procéder à la modification de la Convention. Le projet de modification sera fourni au Client sur Support papier ou tout autre Support durable deux (2) mois avant son entrée en vigueur.

Le Client sera réputé avoir accepté les modifications en l'absence de contestation de sa part par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre signée remise à son agence dans ce délai de deux (2) mois.

En cas de contestation des modifications de la Convention, le Client pourra demander par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre signée remise à son agence la clôture de son compte. La clôture du compte sera effective sous trente (30) jours à compter de la réception de la lettre susmentionnée. Dans le cas où les dispositions de la Convention évoluent en raison de mesures législatives ou réglementaires, ces modifications prendront effet de plein droit à la date d'application des mesures concernées.

Lorsque les modifications des taux d'intérêt et les taux de change se fondent sur des taux de référence convenus, ces modifications seront immédiatement applicables. Si les modifications ne sont pas liées à un taux de référence convenu, la Banque en informera le Client selon les modalités suivantes : par courrier simple, sous format électronique sur l'espace personnel sécurisé Milleisnet ou par SMS envoyé sur le téléphone mobile, si le Client utilise ce(s) service(s).

C. Résiliation de la Convention

C.1. Résiliation à l'initiative du Client

La Convention peut être résiliée à tout moment par le Client sans préavis par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre signée remise à son agence.

Le Client s'engage à maintenir une provision suffisante jusqu'au dénouement des opérations en cours, dénouement à l'issue duquel l'éventuel solde résiduel lui sera restitué. La demande de clôture du compte doit nécessairement s'accompagner de la restitution de tous les Instruments de paiement en possession du Client ou en celle de son Mandataire.

Lorsque le compte est ouvert sous forme de compte collectif, la

demande de clôture devra émaner de tous les co-titulaires du compte.

C.2. Résiliation à l'initiative de la Banque

La Convention peut être résiliée à tout moment à l'initiative de la Banque par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à la dernière adresse connue du Client sous réserve d'un préavis de deux (2) mois qui court à compter de la date de première présentation de la lettre.

La Convention sera résiliée de plein droit et sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

- décès du titulaire ou du dernier co-titulaire s'agissant d'un compte collectif ;
- exigences légales ou réglementaires ;
- informations inexactes ou refus de fournir des informations exigées par la réglementation (dans le cadre par exemple de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, justification de la provenance des fonds et de certaines opérations à partir d'un certain seuil) ou par la Convention ;
- comportement gravement répréhensible du Client (activités illicites, agissements frauduleux ou production de faux documents par exemple) ou fonctionnement anormal du compte.

C.3. Décès du titulaire

Le décès du titulaire ou du dernier co-titulaire, s'agissant d'un compte collectif, entraîne la clôture du compte dès que la Banque en a été avisée du décès par la production d'un document officiel. Les opérations effectuées avant le décès seront honorées par la Banque, sous réserve de provision suffisante. Le compte pourra être débité de certaines opérations effectuées après le décès sur instruction du notaire ou de tous les héritiers.

En cas de solde créditeur disponible, les fonds sont retirés en l'acquit des héritiers sur présentation des pièces héréditaires accréditant leurs qualités et sur leurs instructions conjointes. En outre, par application des dispositions combinées des articles 806-III et 807 du Code général des impôts et, sauf les cas de dispense strictement définis par la réglementation en vigueur, en présence d'ayants droit domiciliés à l'étranger, la Banque est tenue d'exiger, préalablement à la libération des avoirs, la présentation d'un certificat délivré par l'administration fiscale et constatant, soit l'acquiescement, soit la non-exigibilité de l'impôt de mutation par décès.

En cas de solde débiteur, les héritiers seront tenus solidairement et indivisiblement du paiement de toutes les sommes pouvant être dues par le Client.

Les frais et commissions du dossier de succession seront prélevés conformément aux Conditions tarifaires en vigueur.

C.4. Effets de la résiliation

C.4.1. Clôture du compte

La résiliation de la Convention à l'initiative de la Banque ou du Client entraîne la clôture du (des) compte(s) qu'elle régit.

Le Client est informé que lorsque la résiliation de la Convention est à l'initiative du Client, la clôture du compte sera effective sous trente (30) jours à compter de la réception par la Banque de la lettre de demande de clôture. La clôture aura pour effet de rendre le solde exigible. Le solde du compte sera déterminé sous réserve des opérations en cours. Aucun ordre sur le compte ne sera plus exécuté et toutes les valeurs domiciliées sur le compte seront rejetées. Le Client sera tenu de restituer à la Banque les carnets de chèques et autres Instruments de paiement en sa possession et en celle de ses Mandataires. Il fera son affaire de l'information de ces derniers. Il est rappelé qu'un chèque émis sur un compte clos sera rejeté et, qu'à défaut de régularisation, le Client fera l'objet d'une procédure d'interdiction bancaire d'émettre des chèques. La clôture du compte entraînant de plein droit déchéance du terme pour les opérations en cours, la Banque aura le droit de liquider, aux frais et risques du titulaire, toutes les opérations en cours comprenant notamment la passation au débit du compte, de tous chèques en sa possession et portant la signature du titulaire ainsi que toutes sommes que la Banque

serait amenée à payer postérieurement à la clôture en exécution de tous engagements de caution, avaliste ou autre, en vertu d'engagements quelconques du titulaire antérieurs à la clôture du compte.

La clôture obligera, en outre, le Client à couvrir, par la constitution d'une garantie suffisante, les engagements non échus souscrits par la Banque pour le compte du Client.

Si, à la suite de ces écritures de clôture, la provision des opérations émises et non encore dénouées est insuffisante ou inexistante, le Client devra la compléter ou la constituer. À défaut, la Banque sera contrainte d'en refuser le paiement.

Le solde, s'il est créditeur après clôture, et sous réserve de la liquidation des opérations en cours, sera tenu à la disposition du Client ou de ses ayants droit pendant le délai légal applicable.

C.4.2. Solde débiteur à la clôture - intérêts - capitalisation - frais

Si la clôture fait apparaître un solde débiteur, celui-ci deviendra immédiatement exigible et produira intérêts à compter de cette clôture, au même taux que celui appliqué au jour de la clôture jusqu'à remboursement total.

De même, toutes les opérations que la Banque n'aura pu contrepasser porteront intérêt au taux prévu ci-dessus.

Enfin, par application de l'article 1343-2 du Code civil, les parties conviennent que les intérêts dus pour une (1) année entière produiront eux-mêmes intérêts.

La production d'intérêts après la clôture du compte n'empêche pas pour la Banque renonciation à l'exigibilité immédiate du solde ni accord sur les délais de règlement.

Les frais régulièrement imputés pour la prestation de Services de paiement ne sont dus par le Client qu'au prorata de la période échue à la date de résiliation de la Convention. S'ils ont été payés à l'avance, ces frais sont remboursés au prorata. Après clôture du compte, la Banque pourra compenser toute créance certaine, liquide et exigible qu'elle détient sur le Client avec sa dette en restitution du solde créditeur du compte.

Les montants libellés en devises étrangères sont à cet effet convertis de plein droit en euros sur la base du cours au jour de la date d'effet de la clôture du compte.

De même, au cas où la compensation ne serait pas possible, la Banque peut exercer un droit de rétention, dans les conditions prévues par la loi, sur l'ensemble des sommes ou valeurs déposées par le Client auprès de la Banque, jusqu'au règlement du solde débiteur, pour couvrir les risques d'impayés jusqu'à l'extinction de ces risques.

D. Transfert du compte et mobilité bancaire

D.1. Le Client a la possibilité de demander le transfert de son compte de l'agence, tenant ce dernier vers une autre agence de la Banque. Ce transfert est subordonné à l'accord de cette autre agence.

D.2. Mobilité bancaire

D.2.1. Cas où la Banque agit en tant que banque d'arrivée

A l'ouverture d'un compte, le Client peut bénéficier gratuitement

du service d'aide à la mobilité bancaire permettant un changement automatisé des domiciliations bancaires vers le nouveau compte, des prélèvements valides et virements récurrents et/ou permanents ayant transité sur le compte d'origine.

Si le Client souhaite bénéficier de ce service, la Banque recueille, grâce à un mandat, son accord formel pour effectuer en son nom les formalités liées au changement de domiciliation bancaire.

D.2.2. Cas où la Banque agit en tant que banque de départ

a/ Mobilité vers un établissement situé en France

La Banque pourra vérifier l'authenticité de la demande de changement de domiciliation bancaire auprès du Client et/ou du Prestataire de services de paiement dont émane la demande.

Le cas échéant, en cas de demande de clôture de compte et de transfert de solde créditeur éventuel, la Banque informera sur Support papier ou tout autre Support durable le Client des obligations en suspens ou de toutes autres circonstances de nature à empêcher le transfert du solde et la clôture du compte. En cas de demande de clôture du compte, la Banque informera, durant une période de treize (13) mois à compter de la date de clôture du compte, par tout moyen

approprié, de la présentation d'une Opération de paiement sur compte clos, dans les conditions prévues par la loi.

b/ Mobilité vers un établissement situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne

En cas d'ouverture d'un compte auprès d'un établissement situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne, la Banque propose gratuitement, dans les six (6) jours ouvrés qui suivent la demande de clôture du compte, un récapitulatif des opérations automatiques et récurrentes ayant transité sur ce compte au cours des treize (13) derniers mois. La Banque transfère tout solde créditeur éventuel du compte, sous réserve de disposer des informations permettant d'identifier l'établissement d'arrivée et le nouveau compte du Client.

Ce transfert est opéré à la date sollicitée par le Client, au plus tôt six (6) jours ouvrés après la réception de la demande de clôture du compte.

XII. DISPOSITIONS DIVERSES

A. Réclamation

En cas de difficultés relatives à la bonne exécution de la Convention, et des services qui y sont associés, le Client doit s'adresser à son Banquier Privé par tout moyen à sa convenance : directement en espace patrimonial, par téléphone, par courriel ou par courrier. Il est précisé que toute réclamation formulée oralement devra être formalisée par écrit sur support papier ou tout autre support durable.

La Banque s'engage à répondre par courriel ou par courrier, dans un délai de dix (10) Jours ouvrables à compter de l'envoi de la réclamation. Si la réponse ne peut être apportée dans le délai précité, un accusé de réception sera adressé au Client puis une réponse lui sera adressée dans les deux (2) mois à compter de l'envoi de la réclamation.

Pour toute réclamation relative à l'utilisation de services de paiement, la Banque s'engage à apporter une réponse dans un délai de quinze (15) Jours ouvrables à compter de la réception de la réclamation, sauf situation exceptionnelle échappant au contrôle de la Banque. Dans ce cas, la Banque informe le Client de manière motivée qu'un délai complémentaire est nécessaire pour répondre à la réclamation et précise la date maximum de réponse définitive sans que celle-ci ne puisse excéder trente-cinq (35) Jours ouvrables à compter de la réception de la réclamation.

Si la réponse de la Banque ne le satisfait pas ou en l'absence de réponse à l'issue de la procédure décrite précédemment, le Client peut demander l'avis du médiateur dans les conditions définies ci-après.

B. Médiation

Le médiateur de la Fédération Bancaire Française (FBF), agissant conformément à la Charte du service de médiation de la FBF (cette charte est accessible sur le site internet de la FBF à l'adresse suivante : www.fbf.fr), peut être saisi gratuitement par le Client, en raison des litiges nés de l'application de la Convention. Le médiateur ne peut être saisi par le Client que lorsque le désaccord persiste ou en l'absence de réponse à l'issue d'une procédure de réclamation réalisée dans les conditions spécifiées au paragraphe précédent. Le médiateur, chargé de recommander des solutions à ces litiges, est tenu de statuer dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'envoi au Client, par courrier ou courriel, d'une notification du médiateur portant confirmation de sa saisine.

La médiation est soumise à l'obligation de confidentialité et les constatations et les déclarations que le médiateur recueille au cours de la médiation ne peuvent être divulguées aux tiers, ni invoquées ou produites dans le cadre d'une instance judiciaire ou arbitrale sans l'accord des parties.

Le Client pourra transmettre sa demande de médiation :

- par voie électronique, en suivant la procédure de dépôt en ligne sur le site suivant : lemediateur.fbf.fr ou par courriel à l'adresse suivante : mediateur@fbf.fr ; ou
- par voie postale, à l'adresse suivante : Le médiateur auprès de la FBF, CS 151 - 75422 Paris Cedex 09 ; ou
- dans le cas où la Convention aurait été conclue en ligne (et exclusivement dans ce cas), en se connectant et en suivant la procédure de la plateforme européenne de Règlement

en Ligne des Litiges (RLL) disponible à l'adresse suivante : <https://webgate.ec.europa.eu/odr/main/index.cfm?event=main.home>

C. Loi applicable et compétence

La Convention est soumise, interprétée et exécutée selon la loi française et relève de la compétence des tribunaux français.

D. Langue de communication

D'un commun accord entre le Client et la Banque, la langue de communication utilisée durant la relation précontractuelle et contractuelle ainsi que celle employée dans les documents et informations communiqués au Client est la langue française.

Le Client peut toutefois convenir avec la Banque de communiquer avec cette dernière et recevoir des documents et informations dans le cadre de la Convention en langue anglaise.

Quelle que soit la langue choisie, la Convention ainsi que les informations et documents délivrés au Client établis en français feront foi en cas de litige entre les parties.

E. Preuve

E.1. Exemplaire original - Écrit

La Banque et le Client conviennent que, sauf s'il en est disposé autrement par la loi, l'exemplaire original de la Banque pourra consister en un document électronique quand bien même l'exemplaire du Client serait établi sur Support papier. L'exemplaire électronique vaudra pour la Banque exemplaire original écrit signé. Le Client ne pourra contester l'exemplaire de la Banque qu'en rapportant la preuve contraire au moyen, soit de l'exemplaire original qui lui était destiné s'il s'agit d'un contrat synallagmatique (contrat comportant des engagements des deux parties), soit la copie remise, le cas échéant, s'il s'agit d'un acte unilatéral.

E.2. Mode de preuve

La Banque sera en droit, au même titre que le Client, de rapporter la preuve par tous moyens de tout acte et fait juridique, même au-delà du plafond légal visé à l'article 1359 du Code civil. La Banque pourra notamment prouver tout acte ou fait au moyen de ses enregistrements informatiques, téléphoniques, télématiques, vidéo, courriers ou écrits électroniques, télécopies ou tout autre mode de preuve communément admis.

Le Client accepte que la Banque corresponde valablement avec lui via les moyens de communication précités et l'autorise expressément à effectuer, à des fins probatoires, réglementaires et d'amélioration du service et dans les limites prévues par les dispositions légales et les stipulations de l'article « Informatique et libertés » des présentes, tout enregistrement des conversations téléphoniques.

Pour les opérations réalisées sur le compte du Client, le Client et la Banque conviennent que :

- la photocopie en possession de la Banque, ou le message

électronique via l'espace personnel sécurisé Milleisnet engageront la Banque dans les mêmes conditions que celles d'un écrit comportant une signature manuscrite, et ce tant pour le contenu que pour la transmission de l'ordre ;

- la preuve des opérations ainsi que la justification de leur inscription en compte, sauf preuve contraire apportée par tous moyens par le Client ou contestation des écritures dans les délais prévus dans la Convention, sera constituée par les enregistrements dématérialisés (téléphonique, électronique, informatique, ou de même type) ou leur reproduction sur tout autre support des ordres donnés par le Client par écrit ou par tout autre mode.

Ces enregistrements ou leur reproduction seront conservés par la Banque pendant les délais réglementaires.

E.3. Charge de la preuve

La preuve des opérations réalisées sur le compte du Client incombe à la Banque.

F. Garantie des dépôts

Les dépôts sur le compte de dépôt sont garantis par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) dans les conditions

présentées ci-dessous. Chaque année, le Client recevra une information portant sur la garantie des dépôts. Les relevés de compte de dépôt comportent une mention confirmant la protection des dépôts.

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA PROTECTION DES DÉPÔTS	
La protection des dépôts effectués auprès de Milleis Banque est assurée par :	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR)
Plafond de la protection :	100 000 € par déposant et par établissement de crédit ⁽¹⁾
Si vous avez plusieurs comptes dans le même établissement de crédit :	Tous vos dépôts enregistrés sur vos comptes ouverts dans le même établissement de crédit entrant dans le champ de la garantie sont additionnés pour déterminer le montant éligible à la garantie ; le montant de l'indemnisation est plafonné à 100 000 € ⁽¹⁾
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs autres personnes :	Le plafond de 100 000 € s'applique à chaque déposant séparément. Le solde du compte joint est réparti entre ses co-titulaires ; la part de chacun est additionnée avec ses avoirs propres pour le calcul du plafond de garantie qui s'applique à lui ⁽²⁾
Autres cas particuliers :	Voir note ⁽²⁾
Délai d'indemnisation en cas de défaillance de l'établissement de crédit :	Sept jours ouvrables ⁽³⁾
Monnaie de l'indemnisation :	Euros
Correspondant :	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) 65, rue de la Victoire, 75009 Paris Téléphone : 01 58 18 38 08 Courriel : contact@garantiedesdepots.fr
Pour en savoir plus :	Reportez-vous au site internet du FGDR : http://www.garantiedesdepots.fr/
Accusé de réception par le déposant ⁽⁵⁾ :	Le / /

Informations complémentaires

(1) Limite générale de la protection

Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont indemnisés par un système de garantie des dépôts. L'indemnité est plafonnée à 100 000 € par personne et par établissement de crédit. Cela signifie que tous les comptes créditeurs auprès d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le montant éligible à la garantie (sous réserve de l'application des dispositions légales ou contractuelles relatives à la compensation avec ses comptes débiteurs). Le plafond d'indemnisation est appliqué à ce total. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L. 312-4-1 du Code monétaire et financier (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du FGDR).

Par exemple, si un client détient un compte d'épargne éligible (hors livret A, Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS) et Livret d'Épargne Populaire (LEP)) dont le solde est de 90 000 € et un compte courant dont le solde est de 20 000 €, l'indemnisation sera plafonnée à 100 000 €. Cette méthode s'applique également lorsqu'un établissement de crédit opère sous plusieurs marques commerciales. Cela signifie que l'ensemble des dépôts d'une même personne acceptés sous ces marques commerciales bénéficie d'une indemnisation maximale de 100 000 €.

(2) Principaux cas particuliers

Les comptes joints sont répartis entre les co-titulaires à parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition. La part revenant à chacun est ajoutée à ses comptes ou dépôts propres et ce total bénéficie de la garantie jusqu'à 100 000 €.

Les comptes sur lesquels deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement similaire, non dotés de la personnalité morale, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des indivisaires ou associés.

Les comptes appartenant à un Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée (EIRL), ouverts afin d'y affecter le patrimoine et les dépôts bancaires de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des autres comptes de cette personne.

Les sommes inscrites sur les livrets A, les LDDS et les LEP sont garanties indépendamment du plafond cumulé de 100 000 € applicable aux autres comptes. Cette garantie porte sur les sommes déposées sur l'ensemble de ces livrets pour un même titulaire ainsi que les intérêts afférents à ces sommes dans la limite de 100 000 € (pour toute précision voir le site internet du FGDR). Par exemple, si un Client détient un Livret A et un LDDS dont le solde total s'élève à 30 000 € ainsi qu'un compte courant dont le solde est de 90 000 €, il sera indemnisé, d'une part, à hauteur de 30 000 € pour ses livrets et, d'autre part, à hauteur de 90 000 € pour son compte courant.

Certains dépôts à caractère exceptionnel (somme provenant d'une transaction immobilière réalisée sur un bien d'habitation appartenant au déposant ; somme constituant la réparation en capital d'un dommage subi par le déposant ; somme constituant le versement en capital d'un avantage-retraite ou d'un héritage) bénéficient d'un rehaussement de la garantie au-delà de 100 000 €, pendant une durée limitée à la suite de leur encaissement (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du FGDR).

(3) Indemnisation

Le FGDR met l'indemnisation à disposition des déposants et bénéficiaires de la garantie, pour les dépôts couverts par celle-ci, sept (7) jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution fait le constat de l'indisponibilité des dépôts de l'établissement adhérent en application du premier alinéa du I de l'article L. 312-5 du Code monétaire et financier.

Ce délai concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaire à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification du déposant. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le versement de l'indemnisation intervient aussitôt que possible.

La mise à disposition se fait, au choix du FGDR :

- soit par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec avis de réception ;
- soit par mise en ligne des informations nécessaires sur un espace internet sécurisé, ouvert spécialement à cet effet par le FGDR et accessible à partir de son site officiel (cf. ci-dessus), afin de permettre au bénéficiaire de faire connaître le nouveau compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée par virement.

(4) Autres informations importantes

Le principe général est que tous les clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, que leurs comptes soient ouverts à titre personnel ou à titre professionnel, sont couverts par le FGDR. Les exceptions applicables à certains dépôts ou à certains produits sont indiquées sur le site internet du FGDR.

Votre établissement de crédit vous informe sur demande si ses produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirme également sur le relevé de compte envoyé périodiquement et au moins une fois par an.

(5) Accusé de réception

Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions particulières du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la convention.

Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la convention.

ANNEXE I :

Conditions générales d'utilisation du service de notification d'opérations

I. ARTICLE PRÉLIMINAIRE

Dans le cadre de la mise en place du service de notification d'opérations (ci-après le « Service »), la Banque et le(s) Client(s) de la Banque titulaire(s) d'un compte de dépôt conviennent que leurs relations sont régies par :

- les dispositions de la Convention ;
- les présentes conditions d'utilisation du service de notification d'opérations (ci-après les « Conditions de Service ») ; et
- l'ensemble des dispositions légales et réglementaires régissant l'activité de la Banque.

II. OBJET

Afin de lutter contre la fraude et de permettre à ses Clients de faire opposition, le cas échéant, dans les meilleurs délais, la Banque propose un service de notification automatique d'opérations sur comptes et notamment en cas de soupçon de fraude ou de fraude avérée ou de menaces pour la sécurité. Ce service permet à la Banque de confirmer au(x) Client(s) l'exécution de certaines opérations sur son (leur) compte de dépôt ouvert dans les livres de la Banque conformément à la Convention. Les opérations sur compte concernées et les modes de notification utilisés sont précisés aux présentes Conditions de Service.

Les Conditions de Service définissent le contenu, les conditions d'accès et les modalités de fonctionnement du Service.

III. OPÉRATIONS CONCERNÉES

A. Typologie des virements

Le Service couvre les virements externes et occasionnels d'un montant supérieur à mille (1 000) euros étant précisé que les virements à l'international répondant aux critères précédents sont également concernés par le Service.

Dans le cadre du Service :

- un virement externe est défini comme un virement effectué en faveur d'un tiers entre deux comptes tenus ou non dans les livres de la Banque ;
- un virement occasionnel est un ordre de virement qui ne rentre pas dans la définition d'un virement permanent ; ce dernier étant défini comme un virement ayant pour but de régler à des échéances fixes la même somme au même Bénéficiaire.

B. Typologie de compte concerné

Le service de notification est limité aux opérations réalisées à partir d'un compte de dépôt.

C. Canaux utilisés pour le passage d'ordres de virements

Sont concernés tous les canaux, sauf Milleisnet.

IV. MODES DE NOTIFICATIONS

Les notifications de confirmation d'opération seront réalisées soit par SMS soit par courrier postal. La notification par SMS est le mode de communication par défaut à partir du moment où le(s) Client(s) a (ont) renseigné un numéro de téléphone portable valide. Si la Banque ne dispose pas d'un numéro de téléphone portable valide, les notifications seront envoyées par courrier postal. En cas de notification par SMS, ce dernier est transmis au(x) Client(s) le jour même de la validation du virement. Les notifications par courrier postal seront envoyées au plus tard dans un délai de deux (2) jours ouvrés après la validation du virement. À défaut de numéro de téléphone portable valable ou si aucune adresse de correspondance n'est enregistrée, aucune notification n'est envoyée au(x) Client(s). En cas de transaction anormale, le Client est invité à contacter le numéro de téléphone mentionné dans la notification.

V. DÉTAILS DES NOTIFICATIONS

Les notifications de confirmation d'opération préciseront les informations suivantes :

- montant et devise du paiement ;
- numéro de compte émetteur (seuls les quatre (4) derniers chiffres seront visibles dans le cadre des notifications par SMS) ;
- référence de l'opération.

Pour les comptes sur lesquels il existe des procurations, le titulaire du compte recevra les notifications.

Pour les comptes collectifs (compte joint et compte indivis), les notifications sont adressées au premier nommé dans les Conditions particulières.

VI. CONDITIONS TARIFAIRES ASSOCIÉES AU SERVICE

Le Service est strictement gratuit.

Les opérations concernées définies à l'article III du présent contrat sont, le cas échéant, soumises à la tarification applicable découlant des Conditions tarifaires.

VII. RESPONSABILITÉ ET PREUVE

La Banque s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour assurer le bon fonctionnement du Service. La Banque ne pourra cependant pas être tenue pour responsable des conséquences résultant d'un retard ou omission d'exécution du Service à défaut pour le Client de prouver la faute lourde de la Banque. Il est précisé que la preuve des instructions de virement données par le(s) Client(s) ne saurait être établie par les notifications reçues par le(s) Client(s) dans le cadre du Service ; seuls les relevés de compte font foi à cet effet. La Banque ne saurait être tenue pour responsable et le(s) Client(s) renonce(nt) à réclamer à la Banque des dommages et intérêts pour pertes éventuelles des notifications.

VIII. MODIFICATION

Les Conditions de Service pourront être modifiées à tout moment par la Banque qui procédera à une information préalable par Support durable en respectant un délai d'un (1) mois avant entrée en vigueur de la modification. Le(s) Client(s) sera (seront) réputé(s) avoir accepté les modifications en l'absence de contestation de sa (leur) part dans le délai d'un (1) mois suite à l'information relative aux modifications. Si le(s) Client(s) refuse(nt) les modifications, il(s) peut (peuvent) résilier son (leur) inscription au Service dans ledit délai et à titre gratuit ans les conditions prévues à l'article X ci-après, en respectant le processus suivant : envoi du coupon réponse à l'adresse indiquée ou contact du Banquier qui lui expliquera la démarche à suivre. En outre, il est précisé que les Conditions de Service peuvent être modifiées conformément à l'évolution de la législation ou de la réglementation. Toute modification prendra automatiquement effet à la date d'entrée en vigueur des modifications législatives ou réglementaires.

IX. DURÉE

La durée des Conditions de Service est indéterminée.

X. RÉSILIATION – DÉSINSCRIPTION DU SERVICE

La résiliation des Conditions de Service n'a pas de conséquence sur la relation bancaire globale entre le(s) Client(s) et la Banque telle que cette relation découle de la Convention. Le(s) Client(s) qui ne souhaitent plus recevoir de notifications relatives aux virements externes et occasionnels réalisés à partir de son (leur) compte peut (peuvent) à tout moment se désinscrire du Service et ainsi résilier les Conditions de Service. Pour cela il lui suffit de renvoyer le coupon réponse à l'adresse indiquée ou de contacter son Banquier Privé qui lui expliquera la démarche sécurisée à suivre. La Banque peut de son côté résilier les Conditions de Service à tout moment moyennant un préavis de huit (8) jours par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au(x) Client(s).

XI - INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Dans le cadre des présentes Conditions de Service, la Banque, responsable de traitement, utilise les coordonnées du Client (numéro de téléphone portable ou coordonnées postales) aux fins de lui notifier les virements externes et occasionnels réalisés à partir de son compte. Par conséquent, la fourniture desdites données par le Client est obligatoire. Dans le cas contraire, la Banque se trouvera dans l'impossibilité d'exécuter le Service.

La finalité de ce traitement est uniquement de lutter contre la fraude, en permettant au Client de réagir rapidement en cas de virement anormal.

La gestion de ce Service est assurée par les services de la Banque ainsi que par les prestataires habilités.

Les données personnelles collectées dans le cadre des présentes Conditions de Service sont traitées dans les conditions mentionnées à l'article « Informatique et Libertés » de la Convention, qui régit l'ensemble des traitements effectués en application de la Convention. Le Client peut en outre se désinscrire du Service à tout moment, et ainsi mettre fin à l'utilisation de ses coordonnées pour l'envoi des notifications d'opérations sur compte, en suivant les instructions de l'article X « Résiliation - Désinscription du Service ».

ANNEXE II :

Glossaire

- **Authentification** : procédure permettant à la Banque de vérifier l'identité du Client ou la validité de l'utilisation d'un instrument de paiement spécifique, y compris l'utilisation des données de sécurité personnalisées du Client.
- **Authentification forte du Client** : authentification reposant sur l'utilisation de deux éléments ou plus appartenant aux catégories « connaissance » (quelque chose que seul le Client connaît), « possession » (quelque chose que seul le Client possède) et « inhérence » (quelque chose que le Client est) et indépendants en ce sens que la compromission de l'un ne remet pas en question la fiabilité des autres, et qui est conçue de manière à protéger la confidentialité des données d'authentification.
- **Bénéficiaire** : personne physique destinataire des fonds ayant fait l'objet d'une Opération de paiement.
- **Carte de paiement/Carte bancaire** : carte délivrée par la Banque qui permet d'effectuer des paiements chez un commerçant ou à distance et des retraits d'espèces dans les automates. La carte de paiement peut être nationale ou internationale. Il existe plusieurs types de cartes de paiement : carte de paiement à débit immédiat, carte de paiement à autorisation systématique et carte de paiement à débit différé.
- **Données de sécurité personnalisées** : données personnalisées fournies par la Banque à son Client pour l'utilisation d'un Instrument de paiement (identifiant, mot de passe, code). Ces données de sécurité personnalisées, propres au Client et placées sous sa garde, visent à l'authentifier.
- **Espace Économique Européen (EEE)** : les pays de l'Union européenne plus le Liechtenstein, la Norvège et l'Islande.
- **Heure limite** : limite horaire en deçà de laquelle la Banque doit recevoir toutes instructions de paiement afin de pouvoir les traiter au cours de la journée où elles sont reçues. Chaque agence où est affilié le Client dispose de ses propres heures limites qui sont disponibles auprès de chaque agence concernée. C'est ainsi que l'Heure limite pour une opération en ligne ne sera pas la même que celle appliquée pour une opération en agence.
- **Identifiant unique ou IBAN/BIC** : la combinaison de lettres, de chiffres ou de symboles communiquée au Client par la Banque et que le Client doit fournir pour permettre l'identification certaine du compte sur lequel doit être effectuée l'Opération de paiement.

L'IBAN (International Bank Account Number) correspond à l'identifiant européen d'un compte bancaire. Il comprend au maximum 34 caractères et a une longueur propre à chaque pays (pour la France 27 caractères).

Le BIC (Business Identifier Code) permet d'identifier une banque quel que soit le pays où elle est implantée. Il compte 8 ou 11 caractères selon son degré de précision.
- **Instrument de paiement** : tout dispositif personnalisé et/ ou ensemble de procédures convenus entre le Client et la Banque qui permettent d'initier une Opération de paiement sur le compte du Client quel que soit l'initiateur, ainsi que tout support matériel tel que la carte ou le téléphone mobile.
- **Jour ouvrable** : jour où la Banque (ou le Prestataire de services de paiement du Bénéficiaire) exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement. Par Jour ouvrable, on entend a priori (sauf en ce qui concerne les paiements effectués en ligne entre deux comptes détenus par un même Client) la période du lundi au vendredi - hors jours fériés (pour connaître les jours fériés en France, il y a lieu de se reporter au site de la FBF www.fbf.fr). Les jours ouvrables peuvent être différents en fonction du canal utilisé pour initier l'Opération de paiement. Par exemple, une opération initiée à distance le lundi pourra être exécutée alors même qu'une agence bancaire est fermée ce jour-là. En revanche, l'ordre initié dans une agence qui se trouverait ouverte le samedi pourrait ne pas être exécuté si les systèmes de paiement sont fermés. Le traitement de l'opération et le point de départ du délai de traitement s'en trouveront alors repoussés au Jour ouvrable suivant.
- **Opération autorisée ou non autorisée** : une Opération de paiement est considérée comme autorisée toutes les fois où le Client a donné son consentement dans les conditions prévues dans les Conditions générales de la Convention de compte de dépôt. À défaut, l'opération sera considérée non autorisée.
- **Opération de paiement** : action initiée par le Client ou pour son compte ou par le Bénéficiaire, consistant à verser, transférer ou retirer des fonds, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le Client et le Bénéficiaire.
- **Opération inexécutée ou mal exécutée** : toute Opération de paiement qui n'a pas été réalisée par la Banque ou dont l'exécution ne correspond pas aux caractéristiques de l'Ordre de paiement du Client.
- **Ordre de paiement** : instruction du payeur ou du Bénéficiaire à son prestataire de services de paiement demandant l'exécution d'une Opération de paiement.
- **Prélèvement** : service de paiement visant à débiter le compte du payeur lorsque l'Opération de paiement est initiée par le Bénéficiaire sur la base du consentement donné par le payeur au Bénéficiaire, au prestataire de services de paiement du Bénéficiaire ou au propre prestataire de services de paiement du payeur.
- **Prélèvement SEPA (SDD)** : prélèvement en euros exécuté dans la zone SEPA.
- **Prestataire de services de paiement** : les prestataires de services de paiement sont les établissements de paiement, les établissements de monnaie électronique, les établissements de crédit et les prestataires de services d'information sur les comptes.
- **Services de paiement** : services fournis par un établissement de paiement (à l'exclusion de tout autre) ou par un établissement de crédit (parmi tous les services qu'il peut offrir) permettant de réaliser des opérations de paiement.

Il s'agit essentiellement des services suivants :

 - le dépôt ou retrait d'espèces sur un compte de paiement (ou dépôt) ;
 - les virements et prélèvements ;
 - les paiements par carte ;
 - les services de transfert de fonds ;
 - les paiements par mobile.

En revanche, la délivrance de chèquiers n'est pas un service de paiement et les établissements de paiement ne peuvent pas en délivrer. Seuls les établissements de crédit peuvent le faire.
- **Support durable** : constitue un support durable tout instrument permettant de stocker des informations, afin de pouvoir s'y reporter ultérieurement pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées, et qui permet la reproduction à l'identique des informations conservées.
- **Support papier** : constitue un support papier un écrit envoyé par courrier simple, par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis à l'agence tenant le compte.
- **Virement** : service de paiement fourni par le prestataire de services de paiement qui détient le compte du payeur et consistant à créditer, sur la base d'une instruction du payeur, le compte d'un bénéficiaire par une opération ou une série d'opérations de paiement réalisées à partir du compte du payeur.
- **Virement SEPA (SCT)** : virement en euros permettant de transférer des fonds entre des comptes situés dans la zone SEPA.
- **Zone SEPA (Single Euro Payments Area)** : espace unique des paiements en euros défini par la zone comprenant les Etats membres de l'EEE, auxquels s'ajoutent la Suisse, la principauté de Monaco et la république de Saint-Marin.

www.milleis.fr

MILLEIS BANQUE - Société Anonyme au capital de 55 299 999,66 euros - Siège social : 2 avenue Hoche - 75008 Paris - Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 344 748 041 - Agréée et contrôlée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4 place de Budapest - 75436 Paris Cedex 09 - et l'Autorité des Marchés Financiers - 17 place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02 - en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, habilitée en qualité de teneur de compte conservateur - Immatriculation d'intermédiaire en assurance sur le registre ORIAS (www.orias.fr) n° 17002533.